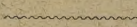


FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA NOTION DE LA LOI

CHEZ LES

THÉOLOGIENS ET LES CANONISTES
DU XIII^e SIÈCLE



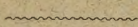
THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le Jeudi 29 Janvier 1914, à 3 heures de l'après-midi*

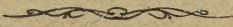
PAR

M. Roger BEDEL



M. Emile CHÉNON : *Président du Jury*

MM. JOBBÉ-DUVAL }
AUDIBERT } *Assesseurs*



PARIS

G. STEINHEIL, ÉDITEUR

2, RUE CASIMIR-DELAUVIGNE, 2

—
1914

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA NOTION DE LA LOI

CHEZ LES

THÉOLOGIENS ET LES CANONISTES

DU XIII^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris
le Jeudi 29 Janvier 1914, à 3 heures de l'après-midi*

PAR

M. Roger BEDEL



M. Emile CHÉNON : *Président du Jury*

MM. JOBBÉ-DUVAL }
AUDIBERT } *Assesseurs*

PARIS

G. STEINHEIL, ÉDITEUR

2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

—
1914

LA FACULTÉ

*n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

A MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

LA NOTION ACTUELLE DE LA LOI

Au milieu des « préoccupations de l'heure présente », rien n'apaise l'esprit comme la persistance d'une Idée, qui soit en même temps, une direction et une force.

La notion de la Loi est cela. Elle a, comme la notion voisine de Souveraineté, passé par des vicissitudes et traversé des crises, dont elle eût dû ne se relever jamais.

C'est la raison d'être de cette étude, d'essayer de marquer le sens et l'aboutissant logique d'une évolution qui paraît autour de nous s'annoncer encore.

Prendre, au départ de ce mouvement nouveau, la notion de la Loi; retourner ensuite vers certains des génies qu'elle illumina, pour y chercher les éléments toujours, et aujourd'hui plus que jamais, nécessaires à sa vie, — c'est son objet et son plan.

§ 1. — *Décadence de la notion de la Loi.*

Dans la société française contemporaine, l'examen le plus superficiel des tendances et des mœurs, dénote une incertitude et un trouble profonds. La vie publique n'en est pas affectée, mais le mal transparaît, derrière la bonne humeur et l'éclat de la race.

Les auteurs, le Parlement, la presse, reflètent, avec une concordance qui ne laisse place à aucun doute, les idées et les opinions en cours. M. J. Maxwell les résume dans sa *Psychologie sociale contemporaine* (1), en parlant « d'instabilité », sans chercher d'ailleurs à proposer un point d'appui.

Quant à l'origine de cet état de choses, le même accord se rencontre chez tous. Dans l'ancienne France, le roi parmi ses sujets, était la loi vivante. « La place que la notion de Loi, — disait Mirabeau, — doit occuper dans l'esprit humain, était vacante dans l'esprit des Français ».

Dans un gouvernement démocratique, au contraire, le pouvoir législatif est devenu la puissance suprême, et sa tâche est considérable. Dans la conception nouvelle des sociétés politiques, « la Loi, — dit Portalis au Corps Législatif, — établit, conserve, change, modifie, perfectionne. Elle détruit ce qui est; elle crée ce qui n'est pas encore. La tête d'un grand législateur est une espèce d'Olympe, d'où partent ces idées vastes, ces

(1) Paris. Alcan, 1912.

conceptions heureuses, qui président au bonheur des hommes et à la destinée des empires » (1). Et, il est nécessaire qu'il en soit ainsi, pour que la paix demeure dans la cité.

Or, la toute puissance des lois n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir.

« La loi, — dit M. Maxime Leroy, — n'est plus cette mère des citoyens, que vénéraient les légistes de la Révolution et de l'Empire...; elle est en voie de déchéance,... elle n'a pas échappé à l'universelle revision des concepts traditionnels » (2).

Pour M. Jean Cruet, c'est là un courant qui ne se remontera plus : « l'affaiblissement de l'autorité morale des lois est un fait général et un fait normal,... le législateur contemporain doit perdre, dans une large mesure, sa foi tranquille à être obéi » (3).

Un très notable candidat parlementaire écrit dans sa profession de foi : « Ne voyez-vous pas les ressorts de notre vie nationale se distendre?... Un pays est malade, quand il a perdu le respect absolu de la loi » (4).

« La tâche des gouvernements, — écrit un ancien ministre, — devient chaque jour plus pénible. L'auto-

(1) Séance du 4 Ventôse, An XI. — Exposé des motifs de la loi relative à la publication, aux effets et à l'application des lois en général. DALLOZ, *Répertoire — Lois*.

(2) *La Loi*. Paris, 1908.

(3) *La vie du droit et l'impuissance des lois*. Paris, 1908.

(4) M. L. LÉPINE, ancien préfet de police. *Lettre* du 29 novembre 1911.

rité des lois a considérablement fléchi. Dans certains milieux, elle ne compte plus. Je ne sais quel régime de force brutale s'instaure peu à peu » (1).

L'on ne saurait être, assurément, plus expressif, ni plus net, sur la nature de ce malaise social. Mais ce n'est pas tout encore.

Si l'on essaie de découvrir pourquoi cette notion de la Loi, sur laquelle on avait fondé tant d'espoir, a, peu à peu, laissé place à la peur, la faveur ou la force brutale, voici où l'on arrive :

Ce n'est pas seulement parce que la peur constitue l'instinct primordial des foules, ainsi que le note M. Gustave Le Bon, dans le dernier, et non le moins original de ses ouvrages : « Dans les gouvernements populaires, le fantôme de la peur joue un rôle prépondérant. La peur de l'armée, de l'Eglise, des ouvriers, des fonctionnaires, a dicté, depuis vingt ans, la plupart de nos lois » (2);

Ce n'est pas non plus le seul fait de la faveur, bien qu'en décembre 1911, M. le bâtonnier Labori, en ouvrant les Conférences du Stage, ait cru devoir rappeler que la Loi ne doit pas être, à la façon du « *contrat social*, l'expression plus ou moins arbitraire de la volonté générale, mais encore, celle de la justice sociale »;

Ce n'est même pas parce que, « dans un pays de

(1) M. L. PUECH, dans le *Radical* du 30 mars 1911.

(2) *Aphorismes du temps présent*. — Des gouvernements populaires. Paris, 1913.

suffrage universel, la loi devient la formule de la force » (1).

Il s'agit ici d'événements d'un ordre psychologique, sur la nature desquels la voix des auteurs se rencontre encore avec l'écho des représentants de l'opinion.

« Notre malheur vient de ce qu'il n'y a plus en France, ni autorité, ni séparation des pouvoirs. Il n'y a plus d'autorité, parce que les gouvernements ne savent plus gouverner... C'est le chaos » (2).

« Nous traversons une crise de l'autorité. Les fonctionnaires d'aujourd'hui n'ont plus le respect de l'autorité qui vient d'en haut » (3).

En sorte qu'un prince prétendant pouvait récemment conclure : « La réforme politique, contrairement à une opinion trop commune, passe avant les réformes sociales; elle les précède, parce qu'elle les conditionne, et que le premier besoin du pays est le rétablissement de l'autorité » (4).

Chose étrange, l'erreur du législateur s'est ici retournée contre lui-même. C'est en voulant restreindre ce principe d'autorité, qu'il a rendu toute son œuvre vaine.

Dès 1864, M. Boistel, écrivant son ouvrage *Le Droit dans la famille*, montrait ce législateur « préoccupé avant tout des idées de liberté et d'indépendance et de

(1) A. TOURNIER. *Pensées d'automne*. Paris, 1900.

(2) *Le Temps*. 2 Mai 1911. Lettres de province.

(3) M. FERDINAND BUISSON, député. Chambre des Députés. Séance du 22 novembre 1912. *J. Off.* du 23.

(4) LE DUC D'ORLÉANS, *Discours*.

la crainte des abus d'autorité », et il ajoutait prophétiquement : « Là est le mal ! » (1).

Sans remonter si loin, le 30 octobre 1904, aux fêtes célébrées pour le centenaire du Code Civil, M. le bâtonnier Bourdillon se félicitait de ce que le « bilan » des lois modificatives, fût « une diminution du principe d'autorité », avec une conception des choses « plus large et plus humaine » (2).

Le résultat, on le voit, ne s'est pas fait longtemps attendre.

Si donc la notion de la Loi, comme il apparaît bien, a perdu son efficacité, c'est, d'après des déclarations dont beaucoup ressemblent à des aveux, qu'elle a, pourrait-on dire, laissé glisser à terre la triple armature qui la garantissait : respect, — autorité, — discipline.

« Ce qui fait la vertu protectrice de la loi, — écrivait M. le professeur Esmein, — c'est sa conception même » (3).

Trop faible désormais, pour jouer son rôle, elle a cédé; elle s'est émoussée, comme l'outil se refuse à l'effort excessif.

§ 2. — *Les expédients proposés.*

Quelque chose a tenté de prendre sa place.

Etudiant, au point de vue particulier de son travail,

(1) *Op. cit.*, Liv. I, p. 154.

(2) Cité dans le *Temps* du 30 octobre 1904.

(3) *Éléments de droit constitutionnel*, page 10.

cette même évolution, M. René Demogue, professeur à la Faculté de Lille, dans un ouvrage intitulé *Notions fondamentales du droit privé*, la compare à ce que l'on appelait, il y a quelques années, « l'art nouveau » ; « il se forme, — dit-il, — un art juridique plus souple dans ses théories..., un droit plus près des réalités pratiques,... voisinant plus avec la jurisprudence, qui, malgré des erreurs possibles, est la vie. »

Et, dans ce même ordre d'idées, un parlementaire important déclare : « Dans un temps où les lois scientifiques elles-mêmes ont perdu... le caractère... absolu que les savants, dans l'ivresse des premières découvertes, avaient voulu leur conférer, ne serait-il pas singulier de prétendre que les lois que nous élaborons... puissent exprimer autre chose que les rapports toujours changeants, qui dérivent de la nature, perpétuellement changeante? » (1).

L'enchaînement des idées se poursuit, dans la plus claire logique et la plus désastreuse rigueur. Il n'y aura plus désormais, derrière ce mot de Loi, qu'une affirmation passagère, un rapport « perpétuellement changeant ».

Ainsi entendue, la notion de la Loi suffirait-elle à sa mission?

Beaucoup de bons esprits s'en sont justement inquiétés.

En avril 1908, rappelle M. le professeur Charmont,

(1) M. JOSEPH REINACH, député. Ch. des Dép. Séance du 29 novembre 1912. *J. Off.* du 30.

dans son ouvrage *La renaissance du Droit naturel*, la « Société française de philosophie » avait résolu d'ouvrir une enquête sur le sujet suivant : « Les sociétés contemporaines traversent une crise de moralité... La notion du devoir, sa base, sa justification, sont en nous profondément ébranlées. Comment rendre à nos démocraties, une doctrine morale nécessaire à leur existence? » (1).

En fin 1912, la presse annonçait qu'un prochain Congrès de l'Institut international de sociologie, se tiendrait à Vienne, pour y examiner la question de « l'autorité et la hiérarchie sociales. » (Les comptes rendus de ces congrès et enquête n'avaient encore paru nulle part, à l'impression de cette étude).

Quelles qu'aient été d'ailleurs les solutions adoptées, et à défaut de leur mise à jour, une voix s'est élevée pour caractériser et proscrire ce revirement des tendances sociales.

Dans le concours des éléments nécessaires à la notion de la Loi telle que la concevait Philippe de Beaumanoir, lorsqu'il entrevoyait comme idéal et s'efforçait d'établir « une législation restée fidèle aux dogmes de la vérité éternelle, sans rien refuser au génie des peuples, ni aux exigences des temps » (2), si l'élément dogme, immuable, s'amoindrit au profit de ce qui participe de l'espace et

(1) *Op. cit.*, p. 133. Montpellier, 1910.

(2) BEUGNOT. *Préface aux Coutumes du Beauvaisis*, Paris, 1842. Vol. I. p. 48.

du temps et qui change, le rythme de vérité se rompt, et l'on voit, écrit à M. Albert de Mun le Cardinal Merry del Val, « un droit naturel soi-disant catholique, chercher à se fonder, non plus sur les principes éternels gravés au fond de la conscience, mais sur les contingences dont s'occupent l'expérience et l'histoire » (1).

Il n'y a là rien qui surprenne, et, par la voix éloquente d'un de ses chefs, l'Eglise ne faisait que rappeler sa doctrine.

Si ce cri d'alarme a, pour un temps, défrayé les chroniques, et s'il valait d'être noté, c'est qu'il accompagne en quelque sorte, une phase nouvelle de cette évolution de la Loi.

Ayant compris l'absolue nécessité d'un retour, sinon à des « principes éternels », du moins, à des notions d'ordre et de respect, de discipline et d'autorité, supposées en dehors et au-dessus de tout débat, beaucoup les ont cherchées dans les conceptions philosophiques les plus diverses.

M. Charmont se demande si l'on peut « sortir de ce dilemme : d'une part, la conception d'un droit idéal, supérieur aux lois positives, mais que la raison ne justifie pas ; — de l'autre, une notion empirique qui nous livre à la raison d'Etat, au despotisme d'un homme ou d'une assemblée » (2).

Sa conclusion reste très incertaine : « L'affirmation

(1) Cité dans la *Vie Nouvelle* du 26 janvier 1913.

(2) *Op. cit.*, p. 41.

de l'idéalisme juridique nous a paru la seule solution de la crise de la philosophie du droit » (1).

Mais, que de choses à noter dans le cours de son livre, parce que, c'est dans ce que l'on est convenu d'appeler le droit naturel, que se sont réfugiés tous ceux qui n'ont pas voulu de l'adhésion ouverte à la foi religieuse.

« Il faut, — dit-il, — à une démocratie, un minimum d'idéalisme, pour avoir des raisons de s'intéresser à la vie ; il faut s'attacher à quelque chose qui nous dépasse,... on dira si l'on veut, que ce sont des sentiments religieux » (2).

Ailleurs : « Nul aujourd'hui ne peut penser que la loi écrite suffit à tout » (3).

Et encore : « Il faut laisser une place à ce qui est la pure croyance » (4).

« Type de la justice, présent à l'esprit de chacun, — écrit M. Boistel, dans son *Cours de philosophie du droit*, — le droit naturel doit être l'objet de la contemplation incessante du véritable jurisconsulte ».

La « tendance actuelle à revenir à ses principes » (5), sa « renaissance » (6), sont, de l'évolution de la notion de la Loi, un indice logique et réconfortant, mais qui ne suffit pas à satisfaire l'esprit.

(1) *Op. cit.*, p. 216.

(2) *Op. cit.*, p. 126.

(3) *Op. cit.*, p. 187.

(4) *Op. cit.*, p. 178.

(5) CHARMONT. *Op. cit.*, p. 5.

(6) Le mot « renaissance » est de M. le professeur SALEILLES.

*
* *

Comme tout ce qui veut concilier deux principes opposés, la théorie du droit naturel a d'ailleurs été condamnée à la fois, par ceux que sa hardiesse effraie, et par ceux qui la trouvent une théorie trop timide encore.

Il y a, d'un côté, les théoriciens de la solidarité, ou de « l'interdépendance » sociale, dont M. Duguit est un des plus autorisés représentants.

Dans son livre, *Le Droit social, le Droit individuel et la transformation de l'État* (1), il s'indigne, si l'on prétend examiner les lois à la lumière de « certains principes rationnels immuables » ... « C'est la doctrine du droit naturel, doctrine périmée, et que je repousse absolument! » (2).

Il déclare, à propos de la notion de souveraineté : « Du droit divin, il ne vaut même pas la peine de parler. Il est évident que l'explication est sans valeur » (3); et plus loin, s'irritant d'une définition de Saint Thomas d'Aquin : « Cette philosophie n'est plus enseignée aujourd'hui que dans les séminaires! » (4).

(1) Paris, Alcan, 1908.

(2) *Op. cit.*, p. 62.

(3) *Op. cit.*, p. 24. (Ceci n'est pas une appréciation sur la théorie de M. Duguit; les guillemets ne se ferment qu'après le mot valeur).

(4) *Op. cit.*, p. 27. (A la fin de son livre, p. 148, M. Duguit écrit : « Le détenteur d'une richesse n'a point de droit sur elle; c'est une « situation de fait, qui l'astreint à une certaine fonction sociale, et son « appropriation est protégée dans la mesure, et seulement dans la « mesure, où il remplit cette fonction sociale », ce qui est mot pour mot, dans Saint Thomas. Que voilà donc une philosophie de séminaire!)

Un peu plus loin encore, étudiant les lois de bienfaisance sociale, il déclare : « On doit l'avouer franchement, la loi d'interdépendance, à elle seule, est ici impuissante. Il faut quelque chose de plus ; il faut le sentiment de la pitié pour la souffrance humaine. Sentiment acquis ou sentiment inné, peu importe ... » (1).

Et, se sentant là sur un terrain dangereux, M. Duguil se raidit, pour sauver, malgré tout, sa doctrine : « Gardons-nous d'apporter dans notre activité politique et sociale l'esprit de foi religieuse ; il a provoqué assez de souffrances dans le monde, pour qu'il soit temps, enfin, de le tenir étranger aux rapports sociaux » (2).

Comment dégager de ces contradictions, rien qui puisse servir à l'établissement des notions cherchées ?

Il y a d'autre part, ceux pour qui « le problème de la philosophie du droit », à savoir, « découvrir les lois qui régissent les lois elles-mêmes » (3), n'a d'autre solution, que dans la doctrine catholique ouvertement acceptée, et pour qui la science sociale se trouve, en définitive, n'être que « la vérification de la foi religieuse » (4).

(1) *Op. cit.*, p. 67.

(2) *Op. cit.*, p. 108.

(3) BEUDANT. *Le Droit individuel et l'État*, cité par BOISTEL, dans son *Cours de philosophie du droit*, p. 4.

(4) PAUL BOURGET. *Rapport à l'assemblée de l'Euvre des chapelles de secours de Paris*, cité dans l'*Echo de Paris*, 10 juin 1911.

§ 3. — *Opportunité de cette étude.*

Ceux-là, plus nombreux chaque jour, ont reçu le renfort le plus inattendu :

« L'esprit public est en déroute, — écrit quelque part M. Georges Clémenceau, ancien président du Conseil des ministres, — chacun tire de son côté; tout ce qui reste de volonté, de discipline parmi nous, est dans l'Église romaine » (1).

Et M. Jean Cruet, dans son ouvrage déjà cité, donne le même avertissement :

« Si les États laïques continuent leur évolution libérale, c'est chez l'Église catholique, qu'il faudra bientôt étudier l'ossature vigoureuse d'un véritable État au sens traditionnel » (2).

Ainsi, pour que la notion de la Loi redevienne efficace et vivante, il faut, tout le monde le reconnaît, remonter aux sources de la discipline et de l'autorité.

Puisque ses adversaires eux-mêmes, accordent à l'Église, qu'elle est le seul refuge où se soient peu à peu cantonnés ces principes, c'est vers elle qu'il faut se tourner, pour les reconquérir, et pour revenir à la saine notion de la Loi.

« Étudier » seulement « l'ossature », disait M. Jean Cruet, mais voici que s'accuse, avoué ou non, un mouve-

(1) *L'Homme libre*, 2 juillet 1913.

(2) *Op. cit.*, p. 149.

ment d'une signification pratique beaucoup plus immédiate.

M. le Comte d'Haussonville, à propos de la déclaration judiciaire de la paternité hors mariage, conclut : « Plus elle s'engage dans ce qu'il est convenu d'appeler les lois sociales, plus la République se rapproche de l'Église », et il ajoute, « plus elle s'inspire du droit canonique » (1).

A supposer que d'autres avec eux, puissent en partager le mérite, c'est une chose dont les catholiques ont quelque droit d'être fiers, que cette persistance dans le monde et dans la société française actuelle, en particulier, du principe d'autorité. La notion de la Loi ne pourrait vivre, sans ce principe, tel qu'il a été maintenu dans son intransigeance et son intégrité, par l'Église.

Le siècle où les théories canoniques à ce sujet, ont été le plus magnifiquement exposées, c'est sans conteste, le ^{xiii}e, le siècle des Docteurs les plus illustres, des grands fondateurs d'Ordres, « le grand siècle du Moyen-Age, — dit M. l'abbé Férét — où s'organise en corps de doctrine, la vaste science théologique » (2).

L'Influence du Droit canonique sur la Législation française a fait l'objet d'une thèse soutenue en 1877, à Bordeaux, par M. l'abbé Beau. Il y étudie les manifestations successives de cette influence, en particulier

(1) *Echo de Paris* du 6 janvier 1913. — Sur la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'art. 340 du Code Civil.

(2) *Le droit divin et la théologie*. Paris, 1874, p. 10.

au xiii^e siècle, où, dit-il, « le droit canonique prit une physionomie nouvelle, grâce à la science des Papes ».

Par opposition à la religion « dans son dogme », qui constitue la théologie, le droit canonique, écrit Durand de Maillane, dans son *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale* (1), c'est la religion « dans sa discipline », discipline qui n'est pas fixe et invariable comme le dogme, mais qui se trouve « liée à la forme du gouvernement civil, dans les pays où la religion catholique est regue ».

L'union du droit canon et de la théologie permettra donc de définir, en donnant leur part aux dogmes éternels et aux contingences des temps, ce que M. Paul Bourget a nommé « les règles de la santé collective » (2).

« Une préoccupation dominante dans les enseignements des Universités et les proclamations des Conciles, — écrit M. Henri Garnier (3), — c'est d'indiquer au chrétien la règle de conduite qu'il doit suivre », à savoir, surtout : « observer la justice dans les rapports avec le prochain » ; et, cette direction morale, il la rencontre, « soit sous forme de principes, soit dans ses applications, dans l'œuvre des canonistes et des théologiens ».

Les auteurs les moins suspects n'ont pas craint d'aller s'instruire en leur compagnie :

(1) Lyon, 1776. Introduction.

(2) Dans l'*Illustration* du 8 juillet 1911.

(3) *De l'idée du juste prix chez les théologiens et les canonistes du Moyen-Age*. Thèse, Paris, 1900. Introduction, p. 3.

« Depuis longtemps, — écrit M. le Procureur général Dupin, dans son *Manuel de droit public ecclésiastique*, par ailleurs fort gallican, — je conseille aux jurisconsultes, aux magistrats, à tous les hommes publics, de reprendre une étude jadis fort cultivée,... je veux parler du droit canonique... Entrez dans cette étude; elle se lie aux faits les plus curieux de notre histoire, aux notions les plus élevées de notre droit public, à celles qui influent le plus puissamment sur la marche politique des affaires et sur la constitution de l'Etat. »

C'est chez les canonistes ou les théologiens du Moyen-Age, en particulier dans le plus caractérisé de ses siècles, en se limitant même, comme on l'a fait ici, à l'œuvre de ceux qui, par la vigueur de la pensée, s'y sont davantage illustrés, en s'arrêtant surtout à Saint Thomas d'Aquin, que l'on trouvera la réponse nécessaire aux angoisses de tant d'esprits contemporains.

Là, sont les principes dont la notion de la Loi, si elle veut vivre, ne peut se passer, là son origine, son domaine, son rôle : c'est ce que, dans les pages qui suivent, on a cherché à démontrer.

CHAPITRE PREMIER

LA NOTION DE LA LOI, CHEZ LES AUTEURS DU XIII^e SIÈCLE ANTÉRIEURS A SAINT THOMAS D'AQUIN.

§ 1. — *Les Canonistes.*

A. — **Le Décret de Gratien.** — C'est dans le « fameux » (1) Décret du moine bénédictin Gratianus, que l'on trouve pour la première fois, réunis d'une façon méthodique, les principes du droit canon.

Né à Chiusi, en Toscane, Gratien fut étudiant, puis professeur au « Studium » de Bologne qui était alors le centre de l'activité intellectuelle (2). Il entra, dans l'intervalle, au monastère de Saint-Félix, où il écrivit son ouvrage, sur la « Concordance des règles opposées » (3).

Composé de 1139 à 1148 (4), le Décret parut tout

(1) DURAND DE MAILLANE. *Histoire du Droit canon*. Lyon, 1770, II, 3.

(2) Voir sur ce sujet HERMANN FITTING. *Les commencements de l'Ecole de droit de Bologne. A propos du 8^e centenaire*. Traduction Leseur. Paris, 1888.

(3) *Concordia discordantium canonum*.

(4) Les dernières Décrétales citées, sont, en effet, celles d'Innocent II, qui mourut en 1148.

d'abord en 1151, comme en fait foi cette inscription, découverte au monastère même : *Opus decretorum anno gratiæ MCLI compilavit* (1); puis, dans sa forme définitive, en 1580 (2).

« Quelque grand qu'ait été le succès de cette collection, — note Durand de Maillane, — elle n'a jamais été considérée que comme l'ouvrage d'un particulier » (3). Et Tardif ajoute : « La revision des *correctores romani*, — (institués par Pie V, en 1566) — n'a pas donné à ce Décret, un caractère officiel et obligatoire » (4).

Néanmoins, dans toute la seconde moitié du ^{xiii}e siècle, et jusqu'en 1234, c'est le Décret, qui reste la véritable source du droit canon ; c'est lui que citent les Décrétales des Papes, et auquel se réfèrent les gloses de Paucapalea et de Sicard de Crémone, tous deux élèves de Gratien, de Bandinelli (plus tard pape, sous le nom d'Alexandre III), de Jean de Dieu, ainsi que les compilations successives de Bernard de Pavie, de Jean de Galles, de Collivacinus, cardinal de Bénévent, et de Tancrède.

L'œuvre de Gratien est capitale, à ce point de vue encore, que c'est exclusivement par les citations qu'il en donne dans le Décret, que les auteurs du ^{xiii}e siècle ont

(1) Citée dans TARDIF. *Histoire des sources du droit canonique*. Paris, 1887, p. 223.

(2) L'édition citée ici est celle des frères Pithou, publiée en 1687 à Paris, par le petit neveu de Pierre Pithou, Claude Le Pelletier, ministre de Louis XIV, et qui contient, outre le Décret, tout le « Corpus juris canonici. »

(3) *Op. cit.*, p. 223.

(4) *Op. cit.*, p. 227.

connu Isidore de Séville, Saint Bernard, Saint Augustin et beaucoup d'autres; à ce point, — la remarque en a déjà été faite, — que lorsque Saint Thomas cite Saint Augustin, il se borne à recopier la citation dans le Décret et qu'il en reproduit même les erreurs.

OEuvre pratique avant tout, comme son titre l'indique, le Décret s'attarde peu à définir des notions générales qui n'étaient alors contestées par personne.

Il traite, en quelques pages, des constitutions humaines en regard du droit divin.

La fonction de la loi, — « officium legis », — rappelle-t-il après Isidore de Séville, c'est d'ordonner le bien et de proscrire le mal, de n'autoriser que les choses justes et de ne supporter parfois les autres, que pour en éviter de plus graves (1).

La loi est nécessaire pour contenir l'audace des hommes, protéger la vertu des bons, et, par la crainte du châtimement, ôter aux mauvais l'envie et le moyen de nuire (2).

Il faut donc que les lois ne contiennent rien qui ne soit honnête et juste, — possible et convenable, eu égard aux événements naturels, aux usages des peuples, aux

(1) Officium vero secularium, sive Ecclesiasticarum legum, est præcipere quod necesse est fieri, aut prohibere quod malum est fieri, vel permittere licita, vel etiam quædam illicita... ne fiant graviora. *Decretum*. Prima pars. Distinctio III, 3.

(2) Causa vero constitutionis legum est humanam coercere audaciam, et nocendi facultatem refrenare, sicut in eodem libro, Elym. 20, Isidorus testatur, dicens : Facta sunt autem leges, ut carum metu humana coercetur audacia, tutaque sit inter improbos innocentia, et in ipsis improbis formidato supplicio refrenetur audacia et nocendi facultas. *Id.*, Dist., IV, 1.

conditions de temps ou d'espace, — rien qui ne soit, non seulement nécessaire, mais utile, — clair, c'est-à-dire ne laissant place à aucun doute, — rien, enfin, qui ne prétende à l'utilité commune des citoyens (1).

Isidore de Séville et Gratien ont ici résumé le thème que reprendront sans se lasser, dans leurs œuvres, tous les canonistes et les théologiens qui suivront.

Il y a des lois, dit encore Gratien au chapitre suivant, qui restent lettre morte. C'est que la promulgation n'est pas tout. Il faut encore aux lois la consécration des mœurs (2), à défaut de quoi le gouvernement ne pourra même pas poursuivre ceux qui les auraient transgressées (3).

Autre chose, dit-il, sont les principes de droit naturel ou divin, par exemple de dire, comme l'eût voulu Platon, que tout est commun à tous, autre chose les coutumes et les lois, par exemple, celles relatives aux propriétés individuelles (4).

(1) *Præterea in ipsa constitutione legum, maxime qualitas constituendarum est observanda, ut contineant in se honestatem, justitiam, possibilitatem, convenientiam quæ in eodem libro Isidorus enumerat, dicens : Qualis debeat esse Lex. — Erit autem Lex honesta justa, possibilis, secundum naturam, secundum patriæ consuetudinem, loco temporique conveniens, necessaria, utilis, manifesta quoque, ne aliquid per obscuritatem in captionem contineat, nullo privato commodo, sed pro communi civium utilitate conscripta. Decretum. Prima pars. Distinctio IV, 2.*

(2) *Leges instituuntur cum promulgantur, firmanur cum moribus utentium approbantur. Sicut enim moribus utentium in contrarium, nonnullæ leges hodie abrogatæ sunt, ita moribus utentium ipsæ leges confirmantur. Decretum. Prima pars. Distinctio IV, 3.*

(3) *Transgressionis eos non arguit. Id.*

(4) *Differt autem jus naturale a consuetudine et constitutione. Nam jure naturali, omnia sunt communia omnibus... Unde apud Platonem,*

Mais, les premiers de tous en dignité, ce sont les préceptes du droit naturel ou divin. Voilà pourquoi, il y a des lois promulguées, des coutumes entrées dans les mœurs, qui, parce qu'elles sont contraires au droit naturel, seront toujours tenues pour vaines et nulles (1).

Citant les Docteurs, principalement Saint Augustin, Gratien démontre que la loi humaine, la loi des gouvernements, doit céder au droit naturel (2); mais, ajoute-t-il aussitôt, la loi humaine reprend toute sa force, quand elle s'appuie sur ce droit, c'est-à-dire quand elle s'accorde avec l'Écriture ou les Canons (3).

Ce respect dû à la Loi, c'est l'obéissance, corollaire du pouvoir (4). La sanction dernière se trouvant d'ailleurs être celle de Dieu lui-même : quiconque ne pourra justifier de cette obéissance, n'aura pas droit aux récompenses célestes (5).

illa civitas justissime ordinata traditur in qua quisque proprios nescit affectus. Jure vero consuetudinis vel constitutionis, hoc meum est, illud alterius, unde Augustinus ait... etc. *Decretum*. Prima pars. Distinctio VIII, 1.

(1) Dignitate vero, jus naturale simpliciter prævalet consuetudini et constitutioni. Quæcumque enim vel moribus recepta sunt, vel rescriptis comprehensa, si naturali juri fuerint adversa, vana et irrita habenda sunt. *Id.*, VIII, 1.

(2) Leges principum naturali juri prævalere non debent. *Id.*, IX, 1.

(3) Ubi autem Evangelicis, atque Canonicis decretis non obviarent, omni reverentia digna habeantur (leges). *Id.*, X, 6.

(4) In majoribus si quidem est regendi et jubendi potestas, in minoribus obsequendi necessitas. *Id.*, XXI, 3.

(5) Ipsi autem principibus et potestatibus, fidem et reverentiam servari oportet. Quam qui non exhibuerit apud Deum præmia invenire non poterit. *Decretum*. Secunda pars. Causa XXIII. Questio V, 23.

*
* *

B. — **Les Décrétales.** — Le 5 septembre 1234, Grégoire IX (1), par la bulle *Rex pacificus*, rendait obligatoire, et seul autorisé « in judiciis et in scholis », le recueil de ses *Décrétales*, que venait de publier Raymond de Pennafort, dominicain espagnol, et, comme Gratien, professeur à l'Université de Bologne.

Les canonistes vont édifier désormais leur énorme labeur sur les cinq livres de ce recueil, et répandre dans le monde entier la doctrine de l'École illustre où tous, religieux et laïques, sont venus soit s'instruire eux-mêmes, soit enseigner les autres.

Grégoire IX annonce, dès le début de ses *Décrétales* (2), qu'il veut donner au genre humain une loi qui permette à tout individu de vivre honnêtement, sans léser personne, en respectant la part due à chacun (3).

Avant toutes choses, l'Église universelle, c'est-à-dire le monde catholique, doit se souvenir, que s'il y a dans le firmament deux lumières, pour le jour et pour la nuit, il y a dans le monde aussi deux puissances à servir, l'autorité spirituelle qui appartient aux papes, et la temporelle qui appartient aux rois, distinctes l'une de

(1) Pape, de 1227 à 1241.

(2) *Gregorius episcopus.... dilectis filiis doctoribus et scholaribus.* Liv. I.

(3) *Lex per quam genus humanum, ut honeste vivat, alterum non lædat, jus suum cuique tribuat, informatur.* *Id.*

l'autre, comme le soleil est distinct de la lune (1).

Visant à résoudre des problèmes de discipline ecclésiastique, les *Décrétales* ne traitent de la notion de la Loi que d'une façon très générale, et les canonistes qui reprennent après lui le plan de Grégoire IX, ne s'y arrêtent pas davantage.

Il n'y a dans leurs commentaires que des allusions rapides aux principes du Décret.

Sinibaldus Fliscus (Innocent IV) (2) « le plus célèbre » (3) des commentateurs de Grégoire IX, rappelle dans ses *Apparatus in quinquelibros Decretalium* (4), que le droit naturel est éternel, et qu'il domine les lois écrites et les coutumes.

Les lois écrites sont cependant nécessaires, car le droit naturel, qu'il appelle encore droit des gens, ne peut suppléer au droit civil; il l'explique, le justifie et le complète (5).

Bernard de Parme, ou de Botone, professeur à Bologne

(1) Pontificalis auctoritas, et regali potestas. Illa (dignitas) quæ præest diebus, id est spiritualibus, major est, quæ vero carnalibus, minor. *Op. cit.* I. Titre 32. Chap. 6.

(2) Pape de 1243 à 1254.

(3) « Der berühmteste », dit Schulte. *Histoire des sources et des ouvrages de droit canonique*. Stuttgart, 1875.

(4) Lyon, 1378. Bibl. Nat. Folio E 51 (Le catalogue de la Bibl. Nat. étant inachevé, rend la recherche de ces auteurs très laborieuse. Pour faciliter à d'autres cette recherche, on a cru bon de donner ici les références.)

(5) Jus autem naturale, id est gentium, non potest tollere in totum jus civile, sed potest distinguere, distrahere, addere et adjuvare. *Op. cit.*, I, *De constitutionibus*, 7.

(† 1263), dans ses *Casus longi super quinque libros Decretalium* (1), reprend mot pour mot Grégoire IX.

Contre le droit naturel, l'usage ne prévaut pas. Mais quand elle est juste et bien établie, la coutume a la valeur du droit écrit. La loi écrite ne doit rien contenir d'obscur, ni d'ambigu ; faite pour l'avenir, elle ne peut rétroagir que dans des espèces formellement énoncées (2).

Geoffroi de Trani, cardinal de Lyon († 1245), dans sa *Summa super titulos Decretalium* (3), définit le droit naturel un instinct donné à l'homme à la création, mais qui devient insuffisant pour contenir la malice, la cupidité, la haine, d'où la nécessité d'un droit écrit (4).

Il note la clarté, « qualité essentielle de la loi » (5). Il définit la coutume et marque son domaine : c'est le droit établi par un usage continu, destiné à remplacer ou à compléter les lois écrites, avec cette restriction déjà vue, qu'en aucun cas, la coutume ne peut l'emporter sur le droit naturel (6).

(1) Bibl. nat. sans date, ni lieu d'édition. Réserve. E 50.

(2) Contra jus naturale, nulla consuetudo valet. *Item*. Contra jus positivum, prævalet consuetudo rationabilis et præscripta... Non ad præterita, sed ad futura tantum extendi quia leges et constitutiones dant formam futuris negotiis, et non præteritis, nisi nominalim in eis dicat de præteritis negotiis. *Op. cit.*, *De constitutionibus*, in fine.

(3) Venise, 1570. Bibl. Nat. in-4° E, 1738

(4) Crescente malitia, effrenata cupiditas, quotidie nova litigia generabat... ediderunt præcepta juris ut homines coarctati discant honeste vivere. *Op. cit.*, *De constitutionibus*.

(5) Nihil est adeo constitutionum et legum proprium, sicut claritas. *Id.*

(6) Consuetudo... quoddam jus, moribus, id est assiduis actibus

En présentant son livre au public, Geoffroi de Trani ne peut s'empêcher de constater, que les glossateurs ont pris l'habitude de noyer les textes dans leurs développements, si bien que le lecteur se trouve en quelque sorte dans un labyrinthe, ou encore, dit-il, « ut piscis intra rethia ».

La spécialisation des sciences sacrées s'opère à Bologne, vers le milieu du XII^e siècle. Le droit canonique, jusque-là confondu dans la théologie, s'en écarte et engendre avec d'innombrables auteurs, une nouvelle école (1).

Schulte (2), et Potthast (3), Hürter (4), Bund (5), Tardif (6), ont essayé d'en dresser la liste, mais le dernier avoue son impuissance : « Les sources du droit canonique sont extrêmement abondantes; les travaux qu'elles ont provoqués à toutes les époques, sont sans nombre; une bibliographie complète de ces textes...

hominum, institutum, quod pro lege suscipitur cum deficit lex,... contra jus naturale, nullo tempore convalescit. *Id.*

(1) Erat jus canonicum cum theologia conjunctum... Medio circiter sæculo XII, in hac sacra disciplina, facta est professionum discretio, et jus canonicum a theologia avulsum. Ac primam hujus novæ facultatis scholam, vidit Academia nostra, atque hinc, paulatim, in omnes Europæ academias, pervagata est. *De claris archigymnasii Bononiensis professoribus*, par MAURUS SARTIUS, abbé camaldule. Bologne 1769-1772. (Dans la notice du Livre I).

(2) *Op. cit.*

(3) *Bibliotheca historica medii ævi*. Berlin, 1896.

(4) *Nomenclator litterarius theologiæ catholicæ*. OEniponte, 1906.

(5) *Catalogus auctorum qui scripserunt de theologia morali et practica*. Rouen, 1900. (Résumé de l'ouvrage de HÜRTER).

(6) *Op. cit.*

serait une œuvre fort considérable; elle n'a pas encore été entreprise » (1).

Quelques années après Geoffroi de Trani, en 1267, Roger Bacon, franciscain d'Angleterre, s'adresse au pape Clément IV et se plaint des commentaires et des subtilités des juristes italiens. Il le prie d'arrêter le zèle des canonistes et de faire qu'on revienne à la théologie pure et simple.

« Si le droit canonique, dit-il, se libérait de tous les bavardages du droit civil, s'il était modéré par la théologie, l'Eglise retrouverait sa splendeur.

« A vouloir étudier le droit canonique sans la théologie, on tombe dans tous les abus du droit civil » (2).

§ 2. — *Les Théologiens.*

A côté des discussions soulevées par les *Décrétales*, qui continueront longtemps encore d'avoir, malgré Bacon, leurs commentateurs — (Décimus au xiv^e siècle, Jean-Paul Lancelot et Fagnani, au xvi^e; les jésuites Huth et Pichler au xviii^e, etc.), — la théologie n'avai

(1) *Op. cit.*

(2) Si enim jus canonicum purgaretur a superfluitate juris civilis, et regularetur per theologiam, tunc Ecclesiæ regimen fieret gloriose... Non est mirum se tractantes hoc jus sine theologia, vacillent ad jus civile et abusum ejus. *De morali philosophia*. Londres, 1859. Bibl. Nat. Na. 388. — Et Bacon s'irrite à ce point contre les glossateurs qu'il voudrait voir brûler tout ce que l'on a écrit sur Aristote. « Si haberem potestatem... ego facerem cremari », et il ajoute : « C'est dans le texte qu'il faut le lire et non dans l'indigence des versions latines! » *Ad compendium studii philosophiæ*. Ch. 8. Bibl. Nat. *Id.*

d'ailleurs pas cessé d'inspirer, tant à Paris qu'à Bologne, force ouvrages, où les fondements de la morale et du droit, la notion de la Loi, sont traités d'une façon plus particulière et plus précise.

Chose curieuse, les textes visés par les canonistes, ainsi Gratien, les *Décrétales* des Papes, n'y sont jamais cités; la spécialisation s'est accentuée jusqu'au cloisonnement le plus étanche. Mais l'unité de vue dans les principes reste merveilleuse et dirige les uns et les autres.

C'est un théologien que Vincent de Beauvais († 1264), évêque de cette ville, dominicain, lecteur chez les Cisterciens de Royaumont, et qui fut appelé par Saint Louis à partager la vie de la famille royale.

Il y a, dans cette encyclopédie que forme son *Speculum majus*, un *Speculum morale*, où neuf chapitres (distinctiones) sont intitulés *De legibus* (1). C'est une reproduction littérale des pages que Saint Thomas d'Aquin, dans sa *Somme théologique*, a lui-même consacrées à ce sujet.

Quoi qu'il en soit de la controverse élevée sur ce point, — les Bénédictins de Douai tenant sous certaines réserves pour leur auteur (2), le cardinal Belarmin penchant pour une addition au *Speculum majus*,

(1) Tomus tertius, qui speculum morale inscribitur, in quo totius philosophiæ moralis integrum systema et thesaurus incomparabilis exhibetur. Douai, 1624. Edition des Bénédictins. Livre I. 2^e partie. Bibl. Nat. Fol. G. 790. Bibl. Sainte-Geneviève. Z. 29.

(2) Aut, si verius et clarius dicere volumus, operis hujus ille non tam autor, quam coordinator est, et veluti textor; ex omnibus enim

laquelle serait l'œuvre d'un Vincentius quelconque, plagiaire de Saint Thomas, Echard et Hürter ne voyant dans le *Speculum morale* qu'une compilation du xiv^e siècle, où l'on aurait mélangé Saint Thomas, Pierre de Tarentaise et plusieurs autres, — l'analyse de ce *De legibus* ferait ici double emploi avec l'étude ultérieurement tentée, de la notion de la Loi dans Saint Thomas d'Aquin.

Vincent de Beauvais écrivit en outre, à la demande de la reine Marguerite, un traité d'éducation des princes (1), où restant à la portée de ses jeunes élèves, il se borne à faire l'éloge de la discipline et de l'obéissance, qui doit avoir, dit-il, ainsi que le voulait Saint Bernard, les sept caractères suivants : être libre, simple, joyeuse, rapide, courageuse, humble et persévérante ; de l'obéissance à la loi divine, avant tout, dit-il, et cela consiste à respecter l'ordre naturel (2).

*
* *

Sous le titre de *Helinandiflores*, Vincent de Beauvais a donné un choix des œuvres du flamand Helinandus,

autorum optimæ notæ scriptis ita excerpserit laboriose, quicquid in unoquoque ad encyclopediæ; quamvis nihil fere hic suum sit, is tamen labor atque ordo pulcherrimus... *Op. cit.* Préface.

(1) De eruditione filiorum regalium. *Opusculum*. Bâle, 1480. Bibl. Nat. Fol. D. 2764.

(2) *Op. cit.* Chap. 29. — Quibus obedientia debeat exhiberi : Primo igitur et super omnes, obediendum est Deo. Unde si præcipiat homo quodcumque contrarium Deo, nullatenus obediendum est ei. Lex autem æterna est ratio divina, sive voluntas Dei ordinem naturalem observari jubens, perturbari vetans.

« Frigidi montis monachus », parmi lesquelles est un *De bono regimine principis*, écrit à la demande de Philippe-Auguste (1).

Si les canonistes avaient en vue le maintien de l'ordre dans l'Eglise, l'œuvre des théologiens, pour être plus philosophique, ne laisse pas d'avoir, elle aussi, une portée pratique immédiate. Les traités politiques à l'usage des rois constituent, on le voit, une part importante de leurs ouvrages.

Toute loi humaine est inutile, pose en principe Helinandus, quand elle n'est pas conforme à la règle divine (2). Aussi, tous les jours de sa vie, le prince doit-il relire la loi divine. Il est au-dessus des lois humaines, non, parce que les iniquités lui sont permises, mais parce que la passion de la justice et le bien de la cité, sont, ou doivent être, les seuls mobiles de ses actes (3).

L'homme est, à la fois, régi par les lois divines et les lois humaines ; mais celles-ci ne valent qu'à la condition de ne point s'écarter des autres (4).

(1) Publié dans MIGNE, *Patrologie latine*. Vol. 242, p. 735 à 745.

(2) Inutilis est omnis constitutio principis, si non est ecclesiasticæ disciplinæ conformis. *Op. cit.*

(3) Princeps autem legis nexibus dicitur absolutus, non quia ei iniqua liceat, sed quia is esse debet qui non timore pœnæ, sed amore justitiæ æquitatem colat. Nam in negotiis publicis, nil ei velle licet nisi quod lex aut æquitas persuadet, aut ratio communis utilitas inducit. *Id.*

(4)... leges humanas, quæ eatenus valent quatenus a divinis non discrepant *Id.*

Et, pour montrer à quel point, donner la préférence aux lois civiles serait faire œuvre vaine, Helinandus rappelle cette comparaison d'Anacharsis de Scythe : « La toile de l'araignée, qui retient la mouche, laisse passer l'oiseau » (1).

*
* *

C'est encore un théologien, que Gilles de Rome, de l'ordre des Augustins ermites (Ægidius Columna Romanus) (2), et c'est encore un traité politique que son *De regimine principum* (3).

Quiconque a pour mission d'édifier le salut public, — c'est, ici, le prince, ce peut être, ailleurs, le peuple tout entier (4), — doit établir des lois, et, par elles, instaurer la paix dans les cœurs (5).

Le secret d'une bonne politique, c'est l'ordre (6), et

(1) Nullas enim leges credunt quidam civilibus præferendas, sed has Anacharsis Scythia telis araneis comparavit, quæ muscas et culices detinent, et volatilia grandiora transmittunt. *Id.*

(2) Ainsi nommé, pour le distinguer d'Ægidius Fuscarariis et d'Ægidius Parisiensis.

N.-B. — Son traité fut composé pour servir à l'éducation du fils de Philippe le Hardi, le futur Philippe le Bel, lequel était né en 1268. Gilles de Rome est donc postérieur à Saint Thomas d'Aquin. Il n'a été placé ici que pour la commodité de cette exposition.

(3) Rome, 1607. Bibl. Nat. in-8°. *E 3209.

(4) A principe, vel a toto populo, si totus populus principetur. *Op. cit.* Ch. 27.

(5) Ut corda civium sint tranquilla. *Op. cit.* Ch. 34.

(6) Regnum enim, et omnis politia, est quidam ordo et quidam principatus. Cum igitur ordo et principatus fit ipsorum subditorum per respectu ad leges et ad principem, cujus est leges ferre, si cives non participarent legalem justitiam non reservatur in eis ordo, nec ad leges, nec ad principem. *Id.* Ch. 44.

l'ordre consiste à respecter et le prince, et les lois, dans un même sentiment, car la loi, c'est un prince immobile, et le prince est une loi vivante (1).

Comme une flèche adroitement tenue, empennée pour mieux fendre l'air, est ensuite lancée vers le but, ainsi le prince, qui est l'archer (2), doit-il disposer son peuple, écarter de lui tout obstacle, puis le lancer vers sa fin (3).

Gilles de Rome ne manque pas à rapprocher la loi civile du droit naturel, et sa doctrine n'est autre que celle de Grégoire IX et de Gratien :

La loi civile doit avoir la loi naturelle pour fondement, c'est-à-dire être juste, sinon elle n'est qu'une corruption de la loi ; elle doit tendre au bien commun, c'est-à-dire être utile, sinon c'est une loi mauvaise ; enfin, s'appliquant aux individus d'une cité, elle doit être conforme aux traditions, puisque ce sont les lois qu'il faut ajuster aux hommes, et non l'inverse. Il faut, non seulement négliger, mais arracher les lois contraires au droit naturel (4).

(1) *Lex est quidam inanimatus princeps, princeps vero est quædam animata lex. Id. Ch. 12.*

(2) *Rex, quasi sagittor..... Id. Ch. 8.*

(3) *Ergo ad hoc quod regimen sit bonum et naturale, tria requiruntur : primo, ut populus taliter disponatur et ordinatur ut possit consequi finem intentum ; secundo ut removeantur prohibentia et deviantia ab hujusmodi fine ; tertio ut dirigatur et promoveatur in finem prædictum.*

(4) *Si primo modo deficient leges paternæ et positivæ, non sunt leges, sed corruptiones legum, propter hoc, observari non debent.*

Dans une cité à l'état de paix, les lois et les coutumes passées en force de lois, sont comme ses armes; elles constituent sa défense (1). L'assemblée des sages les fait; le chef les exécute; le juge les applique; le peuple les observe. Elles doivent, autant que possible, tout régler, ne laissant presque rien à l'arbitraire des juges.

Elles sont aussi une médecine, destinée à régler nos humeurs, et c'est le propre du gouvernement, de se servir des lois, pour faire à chaque citoyen, de l'ensemble de ses actes, une vie honnête et vertueuse (2).

Il faut des lois sur la propriété; mais il en faut surtout pour refréner la cupidité qui engendre tous les maux.

Gilles de Rome compare le rôle des lois dans la famille et dans la cité. On se contente, à la maison, de rechercher ce qui est utile et d'éviter ce qui pourrait nuire. Tout autre est la raison d'être du législateur public : il a à définir ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Sa tâche ne consiste pas seulement à assurer aux citoyens la vie matérielle, mais à les faire vivre dans

Nam leges positivæ licet sint additæ naturalibus legibus. Leges ergo deficientes, quia sunt pravæ et contra jus naturale, non sunt observandæ, sed extirpandæ. *Op. cit.* Liv. III. Ch. 31.

(1) Sciendum igitur quod tempore belli, defendenda est civitas per arma, sicut tempore pacis, gubernanda est per leges justas et per consuetudines approbatas, quæ vim legum obtinent. *Op. cit.*, Liv. III. Ch. 1.

(2) Sicut enim medicina per dietem et potionem, vult regulare humanos humores, sic scientia politica, quæ est de regimini regni et civitatis, per leges vult æquare et regulare actiones humanas, ut cives justè vivant et debite se habeant. *Op. cit.* Liv. III. Ch. 28.

les limites de la morale et du droit, et c'est en cela qu'elle est sublime (1).

La subordination des mauvais aux bons, des ignorants aux sages, est un des éléments de l'ordre (2). Elle est naturelle, mais, naturellement, insuffisante; il appartient aux lois humaines de la compléter; elles doivent établir dans la cité une hiérarchie positive, à défaut de quoi, c'est l'incohérence et la peste (3).

Le communisme de Platon, dit-il, peut séduire en théorie, mais c'est là le régime d'une élite (4). Il faut faire des lois que tous puissent observer. Il faut les faire d'après les citoyens, et non vouloir ajuster les citoyens à des lois. Cela était déjà dans la politique d'Aristote, et Gilles de Rome ne craint pas de le répéter lui-même à deux reprises.

Le temps donne leur valeur aux lois (5). Appliquer

(1) Differt ergo civitas a domo, quia in ea, non solum quæritur quid conferens et quid nocivum, sed etiam quid justum et quid injustum *Op. cit.* Liv. III. Ch. 4. — Intentio enim legislatoris non solum esse debet ut cives habeant quæ requiruntur ad supplendam indigentiam corporalem, sed etiam ut vivant secundum legem et virtuose.

Immo tanto principalius debet intendere hoc quam illud, quanto anima est potior corpore, et quanto operationes virtuosæ excellunt exteriora bona. *Id.* Ch. 5

(2) Sunt ergo aliqui naturaliter domini, et aliqui naturaliter servi... In politia bene ordinata, sapientes debent dominari, et insipientes obedire. *Op. cit.* Liv. II. Ch. 13.

(3) Ex perversitate politiæ... in politiis pestilentibus. *Op. cit.* Liv. II.

(4) Hæc est vi ta perfectorum : perfecti autem sunt pauci. *Op. cit.* Liv. III. Ch. 9.

(5) Leges assidue magnam efficaciam habent ex diuturnitate tempo-

sans cesse aux citoyens des lois nouvelles, c'est vouloir qu'ils les transgressent; or, inciter des citoyens à désobéir aux lois, c'est ruiner l'autorité des gouvernements, c'est supprimer l'État (1).

Il faut écouter respectueusement les rois et faire diligence à observer les lois. C'est une condition de vertu, de bonheur, de richesse, pour les grands comme pour les petits; et les grands doivent donner l'exemple, car n'être pas vertueux, chez eux surtout, serait indigne.

Ceux qui n'écoutent ni les princes, ni les lois, ne méritent pas d'être hommes et libres. C'est un désastre pour une nation, quand les enfants n'y savent plus la puissance des lois justes et le respect qu'on leur doit (2).

*
* *

Le *De eruditione principum* du dominicain Guilelmus Peraldus, parfois nommé « Lugdunensis », du nom de sa ville natale, a bénéficié et bénéficie encore dans un certain nombre d'éditions, du renom de Saint Thomas d'Aquin (3), bien qu'il n'y ait plus, depuis

ris, quare si assidue innoventur leges, tolletur virtus et efficacia ipsarum. *Op. cit.* Liv. III. Ch. 20.

(1) Assuescere inducere novas leges est assuescere non obedire legibus. Assuescere autem non obedire legibus est assuescere non obedire regibus et principibus, est, per consequens, tollere principatum et regnum. *Op. cit.* Liv. III. Ch. 31.

(2) Pessimum est non instruere pueros ad virtutem et observantiam legum utilium. *Op. cit.* Ch. 33.

(3) Une adaptation allemande du *De eruditione principum*, par EMMANUEL DE KETTELER, a même paru à Mayence, en 1868, sous ce

longtemps, aucun doute sur la personnalité de son auteur (1).

C'est un ouvrage écrit à la prière d'un prince non désigné (2).

Dès le début, l'auteur donne du pouvoir une théorie qui se retrouvera, en effet, chez Saint Thomas, à savoir que l'inégalité des conditions humaines est une conséquence du péché (3).

Ayant à l'origine cette tare, la souveraineté n'est pas chose enviable, à moins de n'être désirée que pour par-faire la volonté divine et mener le peuple à son salut.

Les princes sont institués pour secourir leurs sujets (4). Ils ne doivent rien faire qui ne soit légitime, opportun, convenable (5).

Le livre V est consacré tout entier à l'éloge de la discipline, que Saint Grégoire, dit-il, appelle « la mère des vertus ». Certains la craignent, comme le singe qui jette la noix devant l'amertume de l'écorce ; le sage, au contraire, en découvre la douceur cachée (6).

titre : *Die Pflichten des Adels. Eine Stimme aus den Tagen des S. Thomas.* (Les devoirs de la noblesse, d'après Saint Thomas).

(1) Voir à ce sujet les notices des éditions de SAINT THOMAS : Parme 1832, et Vaticane 1892.

(2) *A quodam principe rogatus... Op. cit.* Ch. 1.

(3) *Potestas terrena qua homo super alios homines est, non est res naturæ, sed sequela culpæ. Id.*

(4) *Principes sunt super alios constituti ut hominibus medeantur. Op. cit.* Liv. I. Ch. 14.

(5) *Princeps quod facturus est, trina consideratione, debet prævenire, scilicet an liceat, expediat, deceat. Id.* Liv. III. Ch. 3.

(6) *Habet disciplina amaritudinem propter quam aliqui eam projici-*

Volontaire, simple, joyeuse, prompte, courageuse, humble et confiante, — ce sont les sept conditions que Saint Bernard et Vincent de Beauvais lui voulaient aussi, — l'adhésion à la loi divine et aux lois de quiconque tient ici-bas la place de Dieu, rend l'homme heureux. Il faut enseigner cela aux enfants.

C'est à ce point, conclut Peraldus en citant Saint Bernard, qu'il faut obéir, même à l'ordre excessif et au maître inhabile, car il n'est pouvoir qui ne vienne de Dieu, et résister au pouvoir serait résister à Dieu; mais il ajoute : à moins que, manifestement, l'ordre reçu ne soit contraire à Dieu (1).



Dans sa *Summa theologiæ*, Alexander Alensis, Anglais de naissance (2), et souvent appelé « de Hales » du nom de son monastère, professeur à l'Université de Paris, traite à part, *De legibus et præceptis* (3).

Lois et préceptes humains dérivent de la loi éternelle ou divine. La loi éternelle imprimée en nous, que nous le

ciunt sicut simia projicit nucem propter corticis amaritudinem, vir autem sapiens eam non projicit, sed ad modum disciplinæ eam involvit sub quadam nebula præsentis utilitatis. *Id.* Ch. 33.

(1) Non te moveat magister imperitus, indiscreta potestas sed memento quia non est potestas nisi a Deo, et qui potestati resistit Dei ordinationi resistit. Quicquid vice Dei præcipit homo, quod tamen, si certum displicere Deo, non aliter omnino accipiendum est, quam si præcipiat Deus. *Id.* Liv. V. Ch. 39.

(2) Le premier Anglais entré dans l'ordre franciscain, en 1222.

(3) Colonie Agrippine (Cologne), 1622. Bibl. Nat. Fol. D. 1747. Vol III, 3^e partie. Questio 26.

voulions ou non, y développe la loi naturelle, comme le cachet reproduit l'image sur la cire (1).

La loi divine dirige le bien et s'étend aussi sur le mal, que Dieu n'a pas créé, mais qu'il réglemente (2).

Les lois humaines ont pour objet la paix (3). Il faut dans toutes les lois, considérer l'origine, la nature, le but (4); ce n'est pas une loi véritable, celle où l'on ne trouve à sa base, l'autorité, par quoi elle peut ordonner ou défendre; dans sa nature, la justice, par quoi elle conseille et dirige; dans sa fin, la sanction, récompense ou châtement.

Les justes eux-mêmes sont-ils soumis à la loi? Alexandre de Halès, comme Saint Thomas, répond : la soumission du fils n'est pas celle de l'esclave; l'une est volontaire; l'autre est imposée (5).

*
* *

Son illustre élève, Saint Bonaventure, professeur à l'Université de Paris (6) fait lui aussi dans ses *Opuscula*

(1) Lex naturalis est notio legis æternæ impressa animæ, sicut imago quæ est in sigillo imprimens est; imago autem quæ est in cera est impressa et est similitudo et imago illius quæ est in sigillo. *Op. cit.* Questio 27. Membrum 1. Art. 1.

(2) Malum autem non facit, sed ordinat. *Op. cit.* Quest. 26. Membrum 3.

(3) Pax... conciliatio pacis... *Id.* Quest. 26. Membrum 7.

(4) Principium,... Forma,... Finis. *Id.* Quest. 26. Membrum 4.

(5) Esse sub lege potest dupliciter accipi; justi ergo sunt sub lege voluntarie, et non necessitate coactionis. Sicut dicimus quod aliter est filius sub patre et servus. *Op. cit.* Quest. 26. Membrum 8. Art. 5.

(6) Franciscain, et Cardinal sous Grégoire X (1221-1274).

varia theologica (1) l'éloge de la discipline, chemin de la perfection. C'est, dit-il, l'union de plusieurs en la volonté d'un chef qui les place, les dirige et soutient leurs efforts (2).

Quatre raisons nous font obéir aux lois : 1^o l'autorité du législateur ; 2^o le profit qui doit en résulter pour nous ; 3^o le danger qu'il y aurait à ne pas les suivre ; 4^o leur perfection (3).

Une loi est parfaite, quand elle n'ordonne rien d'impossible, rien de dangereux, ni de malhonnête (4).

Dans son *Commentaire des sentences de Pierre Lombard*, Saint Bonaventure traite de la loi, mais, toute sa discussion se retrouve dans Saint Thomas.

*
* *

De même, les *Commentaires* d'Albert le Grand, évêque dominicain de Ratisbonne (1193-1280), sur la Politique d'Aristote, n'offrent aucune idée originale.

Plus intéressants sont les dix livres de son *Ethique* (5).

(1) Florence, 1882. *Opera omnia*. Vol. 5.

(2) Hoc autem (consortium pacificum, connexum et ordinatum) esse non potest, nisi per reductionem plurium voluntatem ad unius imperium, secundum cujus ordinentur, diriguntur et connectantur. *Op. cit.*, Questio 4.

(3) Auctoritas mandantis ; observationis utilitas ; transgressionis periculum ; irreprehensibilitas mandatorum. *De decem præceptis*. Collatio I.

(4) Mandatum irreprehensibile, quando non continet aliquid impossibile, nec..... onerosum, nec... iniquum. *Id.*

(5) Lyon 1651. Bibl. Nat. Fol D 97. Vol. IV.

« La loi, dit-il, tend à établir l'ordre et la justice (1), à encourager le bien, à proscrire le mal. »

Il faut bien que la loi, par quelque côté, soit bonne, puisque tout ce qui est légal est présumé juste, et tout ce qui est illégal, injuste (2).

Ce sont là des questions de morale qu'il ne s'agit pas de discuter pour elles-mêmes, mais pour nous aider à diriger notre vie, et c'est là, dit Albert le Grand, ce qu'il a cherché à faire.

Il faut pour que l'homme soit vertueux, l'accoutumer à obéir aux lois. La parole y est souvent insuffisante, car la multitude ne répond qu'à la force, d'où l'obligation de recourir à des peines de redressement, comme celles que les parents infligent aux enfants vicieux (3).

Tout le monde doit étudier les lois : le prince, ou quiconque a la charge de la cité, comme tout citoyen en particulier, puisqu'il est admis qu'elles nous rendent meilleurs (4).

(1) Lex autem, quæ ordo justitiæ est tantum in his (personis) est, in quibus est justitia. *Op. cit.*, Liv. V. Traité III. Ch. 1.

(2) Quia illegalis injustus dictus est, legalis autem justus, manifestum est quod omnia legalia oportet aliquater justa est. *Op. cit.*, Liv. V. Traité III. Ch. 3.

(3) Multitudo enim communis magis obedit necessitati coactionis, quam sermoni persuasivo... Oportet enim pœnas et punitiones apponere, pœnas autem dico disciplinales et quasi paternas castigativas vitiorum. *Op. cit.*, Liv. X. Traité III. Ch. 1.

(4) Non enim tantum, politico qui gubernat et curam habet civium, ad legem positivam studendum est, sed etiam simplici unicuique civi, si supponamus quod per leges boni siamus. *Op. cit.* Liv. X. Traité III Ch. 2.

Le législateur veut arriver à former de bons citoyens : qu'il les applique donc à des travaux honnêtes, et les vertus civiles naîtront en eux (1).

*
* *

Albert le Grand a deux élèves : Henri de Gand est l'un.

Henricus Gœthals a Gandavo, maître en Sorbonne, archidiacre de Bruges et Tournai, dans ses *Quodlibeta* (2), donne de la loi une notion très intéressante à l'occasion des contrats usuraires : née de la loi divine, la loi humaine, juste, ne peut rien contenir de contraire à celle dont elle émane ; mais il ne la veut pas, cependant trop intransigeante. Il y a des choses que la loi divine défend, et que, sans cesser d'être juste, la loi humaine peut et doit même autoriser.

Ce qui importe, en effet, c'est de maintenir au monde la paix ; pour éviter de plus grands maux, il est donc utile que la loi humaine ferme les yeux sur des peccadilles. La sanction divine est toujours là pour redresser ce qui sera resté sur terre impuni (3).

(1) Ex operationis bonis, virtus civilis innascitur. *Op. cit.*, Liv. II Traité I. Ch. 3.

(2) Paris, 1518. Bibl. Nat. Fol. Rés. D. 216.

(3) Lex humana est quæ, populis regendis, publice instituta est, quæ, ut dicit Augustinus (*De libro arbitrio*) sæpe minoribus malefactis dedit licentiam, ne majora committerent... et multa impunita relinquit, quæ divina sunt providentia vindicanda .. Potest prohibere lex divina quod bona et justa lex humana permittit, quia non omnia mala debet punire, aliqua enim non punire expedit humanæ paci conciliandæ. *Op. cit.* Quodlibet secundum.

Henri de Gand marque cependant la limite de l'indulgence qu'il conseille : le serment d'obéissance à une loi positive ne doit s'entendre que des choses justes. Il y a des lois auxquelles il faut désobéir. Quand une loi va jusqu'à donner des ordres contraires aux désirs de Dieu, il faut la mépriser de façon absolue (1).

*
*
*

L'autre élève d'Albert, c'est Saint Thomas d'Aquin.

Un coup d'œil rapide accordé aux œuvres de ses contemporains, le moment est venu d'approcher du maître.

Dans son ouvrage sur *Le droit divin et la théologie*, M. l'abbé Féret, ayant montré l'organisation de la science théologique au xiii^e siècle, prend pour point de départ de son étude, « l'enseignement de celui qui a recueilli la plus grande gloire de cette admirable organisation, et qui doit être considéré comme l'écho fidèle des Pères et Docteurs précédents, et comme le guide sûr des Docteurs contemporains et à venir, nous avons désigné l'Ange de l'Ecole, Saint Thomas d'Aquin » (2).

Et, dans son autre livre intitulé *Le pouvoir civil*

(1) Præceptum superioris si certum esset quod esset contra Deum, omnino contemnendum esset. Licet enim quis juret generaliter obedire de omnibus, non tamen intelligitur nisi de licitis justis et honestis. Non semper malum est non obedire præcepto. Cum enim jubet quæ Deo contraria sunt, non est ei obediendum. *Op. cit.* Quodlibet octavum. Questio 16.

(2) *Op. cit.*, p. 10.

devant l'enseignement catholique (1), passant en revue ce même XIII^e siècle, il se borne à quatre lignes sur Albert le Grand, pour ne pas s'exposer, dit-il, à « de prochaines redites », déclare qu'Alexandre de Halès n'a pas touché le sujet (2), et que Saint Bonaventure ne l'a pas traité *ex professo* (3). Il donne une citation de Guillaume d'Auvergne, une d'Henri de Gand, et passe immédiatement à Saint Thomas.

La notion de la Loi, jusqu'ici à peine esquissée, va se trouver, en effet, chez Saint Thomas, marquée de traits ineffaçables.

(1) Paris, 1888.

(2) *Op. cit.*, p. 2.

(3) *Id.*, p. 43.

CHAPITRE II

LA NOTION DE LA LOI, DANS SAINT THOMAS D'AQUIN

La notion de Saint Thomas d'Aquin sur la Loi, se trouve exposée, d'une part, dans les chapitres de sa *Somme Théologique* qui lui sont spécialement consacrés, et d'autre part, dans quantité d'endroits de celles de ses œuvres qui n'en traitent qu'incidemment, par comparaison, ou de façon très occasionnelle, dans son *Traité de gouvernement*, sa *Somme contre les Gentils*, ses *Opuscules*.

On a cru devoir ici, tant cette œuvre est immense, suivre pas à pas, dans ces différentes parties, le développement de la notion de la Loi.

§ 1. — *La notion de la Loi dans la « Somme Théologique » de Saint Thomas d'Aquin.*

Saint Thomas consacre à l'étude de la notion de la Loi, les Questions 90 à 108, dans la première partie de

la seconde division de l'ouvrage, ainsi énoncée : *Prima pars secundæ partis* (1).

S'étant demandé quels sont les mobiles de nos actes, des mauvais, répond-il, c'est le démon ; des bons, c'est Dieu, dont la Loi nous guide et la Grâce nous aide. Saint Thomas se trouve ainsi amené à traiter d'abord de la Loi.

Il en marque immédiatement les quatre caractères :

- c'est, dans son essence, une chaîne (2) ;
- son but est de nous conduire au bien ;
- elle émane du peuple lui-même, ou de quiconque a été investi de ses droits par le peuple (3) ;
- elle est portée à la connaissance de tous.

Et, tout de suite, il arrive à son immortelle définition :

« La Loi est un ordre raisonnable, promulgué, en vue du bien commun, par quiconque a la charge des intérêts généraux » (4).

(1) Dans toutes les citations de la *Somme Théologique* qui vont être données, on indiquera donc simplement le numéro de la Question ; il faudra suppléer qu'il s'agit de la *Prima secundæ*. Lorsqu'une citation sera tirée d'une autre partie de la *Somme*, alors seulement, l'indication de la partie précèdera le numéro de la Question.

(2) *Dicitur lex a ligando quia obligat ad agendum* Q. 90. Art. 1.

(3) *Ordinare autem aliquid in bonum commune est vel totius multitudinis, vel alicujus gerentis vicem totius multitudinis*. Q. 90. Art. 3.

(4) *Et sic, ex quatuor prædictis, potest colligi definitio legis, quæ nihil aliud est, quam quædam rationis ordinatio, ad bonum commune, ab eo qui curam communitatis habet, promulgata*. Q. 90. Art. 4.

De chacun des mots de cette définition, Saint Thomas tire alors toute la suite de ses développements.

Il y a une loi éternelle, existant en Dieu dès le début, marquée de sa sagesse, promulguée par sa parole et par l'Écriture.

Le monde créé, tout entier, la subit ; nous ne pouvant la connaître dans sa substance même mais, chez l'être raisonnable, elle s'imprime et y constitue ce qu'on nomme la loi naturelle.

Ainsi, nous en avons la connaissance par les effets qu'elle produit en nous, comme nous ne savons du soleil, que la chaleur et la lumière de ses rayons (1).

On pourrait croire, et certains pensent, que la loi naturelle suffit à diriger la vie. Elle n'est, en réalité, que le principe, d'où la raison humaine, comme d'une vérité supérieure et indémontrable, déduit, toutes conditions définies plus haut respectées, les applications particulières que sont les lois humaines. Les conclusions peuvent changer, mais la loi naturelle reste éternellement immobile (2).

S'il y a, par exemple, des lois injustes, — et il y en a,

(1) Sicut aliquis non videns solem in sua substantia, cognoscit ipsum in sua irradiatione. Q. 93. Art. 2.

(2) Lex naturalis sufficit ad omnia humana ordinanda? — Resp. dic. q... Ex præceptis legis naturalis, quasi ex quibusdam principiis communibus et indemonstrabilibus, necesse est quod ratio humana procedat ab aliqua magis particulariter disponenda. Et istæ particulares dispositiones ad inventæ secundum rationem humanam, dicuntur leges humanæ, servatis aliis conditionibus quæ pertinent ad rationem legis, ut supra dictum est.

— cela ne veut pas dire que la loi divine ne soit la source de toutes les lois, mais simplement, que toutes n'en sont pas dérivées d'une façon logique (1).

La loi divine étend son empire, à la fois sur les choses, dont elle règle les mouvements, et sur les êtres raisonnables, c'est-à-dire qui ont conscience de ses ordres, sur ceux qui les observent, et sur ceux qui les outrepassent : les déserteurs, eux aussi, appartiennent à l'armée (2).

Saint Thomas se demande, — ou plutôt, selon son habitude, suppose qu'on lui demande (*Utrum fuerit utile...?*) — si l'homme, de son plein gré, n'irait pas vers le bien, sans attendre qu'on l'y mène de force (3). Et, avec Isidore de Séville (4), il répond que « les lois sont faites pour parer aux méchants et protéger les bons », et il ajoute : « les conseils de la famille suffisent à beaucoup, mais, parce que d'autres sont pervertis, portés au mal et se moquent de ce qu'on leur dit, la discipline des lois est nécessaire » (5).

(1) *Lex humana, non perfecte eam (legem æternam) assequi possit.* Q. 93. Art. 3.

(2) L'image est du R. P. SERTILLANGES, l'un de ceux qui, à l'heure actuelle, connaissent le mieux Saint Thomas. Voir ses deux volumes sur Saint Thomas. Paris, Alcan, 1910.

(3) *Magis voluntarii per monitiones, quam coacti per leges.* Q. 93. Art. 1.

(4) *Etymologies.* V. 20. Cité plus haut, à l'occasion du Décret de Gratien.

(5) *Utrum fuerit utile aliquas leges poni ab hominibus?* — Resp. dic. q. : *Quantum ad illos juvenes qui sunt proni ad actus virtutum ex bona dispositione naturæ, vel consuetudine, vel magis divino munere,*

Dans l'état d'innocence, — (c'est la théorie déjà vue dans le *De eruditione principum* de Peraldus, et que Saint Thomas développera surtout dans son *De regimine principum*), — l'autorité qui gouvernait le monde n'avait nul besoin de revêtir ce caractère; elle s'alliait à la liberté, et ne la restreignait en rien. Il y avait une autorité, parce que, d'une part, l'homme étant un être social et vivant en société, il lui fallait une discipline; parce qu'en outre, les hommes avaient des talents inégaux, et que, dans l'ascension de tous vers le bien, les petits laissaient les sages les guider (1).

Mais, dans l'état actuel du monde, la loi s'impose à tous, et, pour tous, elle est une chaîne; toutefois, le caractère de son autorité varie, selon qu'elle gouverne les mauvais ou les bons; elle s'impose par la force aux premiers; elle s'harmonise — (consonat) — avec le désir des bons.

C'est en ce sens, qu'il est écrit que « la Loi n'a pas été établie pour le juste (2) », car, dit ailleurs l'Apôtre, « les bons montrent la Loi dans leurs cœurs » (3).

sufficit disciplina paterna quæ est per monitiones. Sed quia inveniuntur quidam protervi et ad vitia proni, qui verbis de facili moveri non possunt, necessarium fuit ut, per vim et metum, cohiberetur a malo.... et sic fierent virtuosì. Hujusmodi autem disciplina cogens metu pænæ est disciplina legum. Unde necessarium fuit, ad pacem hominum et virtutem, ut leges ponerentur. Q. 93. Art. 1.

(1). 2. II. Q. 96. Art. 4. De dominio quod homini in statu innocentie competeat.

(2) Justo non est lex posita. SAINT PAUL. *Ep. Tim.* I, 19.

(3) Ostendunt opus legis, scriptum in cordibus suis. *Id.*, *ad Rom.* II, 14.

De même, on dit que le prince est au-dessus des lois, ce qui signifie, qu'il n'agit pas sous leur menace, mais que sa seule volonté le pousse, qui précisément coïncide avec les désirs de la loi (1).

Saint Thomas cite et admet sans y rien changer, les définitions et les classifications des lois données par Isidore, puis il poursuit son étude.

Les enseignements de la raison humaine, et ceux de la sagesse divine sont des lois; mais ce qui suffit à l'une, ne saurait satisfaire la perfection de l'autre (2).

La loi humaine a pour but d'assurer, dans le temps, la paix des cités; elle interdit les actes extérieurs qui seraient une cause de trouble; elle enseigne à l'homme l'amour du prochain.

La loi divine conduit l'homme aux félicités éternelles; elle atteint la conscience; elle donne aux sentiments affectifs de l'homme, Dieu lui-même pour objet.

Ici et là, il importe avant tout que l'homme soit bon; les préceptes qui traitent des vertus, sont les lois morales. (*Præcepta moralia*).

Saint Thomas rappelle que l'ancienne Loi, c'est-à-dire la loi de l'Ancien Testament, comportait en outre, des préceptes cérémoniaux (*præcepta cœremonia*) et des

(1) *Princeps dicitur esse solutus a lege quantum ad vim coactivam legis, sed quantum ad vim directivam legis, princeps subditur legi, propria voluntate.* Q. 96 Art. 5.

(2) *Quæ sufficit ad perfectionem legis humanæ, non sufficit ad perfectionem legis divinæ.* Q. 98 Art. 1.

préceptes judiciaires (*præcepta judicialia*), qui n'ont existé que du jour; et par le fait seul, de leur promulgation (1).

Les préceptes moraux, au contraire, sont d'ordre naturel, et l'on resterait tenu de les suivre, alors même qu'ils n'auraient pas été transcrits.

Issus de la loi naturelle, ils se ramènent aux dix Commandements et ne souffrent aucune dispense (2). Ils s'imposent avec évidence à l'esprit.

Certains enseignements de la loi morale sont venus dans la suite s'adjoindre au Décalogue (3). Ils n'ont ni la même fin, ni la même force obligatoire. Ce sont les « *mandata* », qui tendent au parfait (4); et ce n'est pas autre chose, en somme, que la conséquence harmonieuse et logique des préceptes, mais, les sages seuls en ont la claire vision.

La loi nouvelle, elle aussi, comporte, à côté des préceptes, ce que Saint Thomas qualifie, non plus de « *mandata* », mais de « *consilia* », directions de moindre importance (5), et qui viennent s'offrir à l'adhésion libre de l'esprit (6).

L'homme a donc, pour diriger sa vie, la loi naturelle

(1) Q. 99. Art. 2, 3 et 4.

(2) *Sunt omnino indispensabilia*. Q. 100. Art. 8.

(3) *Sunt præcepta moralia superaddita Decalogo*. Q. 100. Art. 11.

(4) *Non quasi debita, sed propter melius*. Q. 99. Art. 5.

(5) ... *Quæ sunt quasi secundaria*; Q. 106. Art. 1.

(6) *Consilium autem, in optione ponitur ejus cui datur*. Q. 108. Art. 4.

gravée dans son cœur, et la loi écrite. Il a, d'autre part, la loi qui oblige et la loi qui conseille (1).

Visant au bien commun, les lois doivent avoir une portée générale, être applicables à la fois, au plus d'individus, de circonstances et de temps possible (2).

Le législateur, sans doute, ne peut pas tout prévoir; il n'envisage que ce qui doit, dans la plupart des cas, servir le plus utilement le peuple (3). Et, à lui supposer même cette faculté de prévoir tout, il devrait encore se borner à des lois générales, car il doit, avant tout, rester clair (4).

Si la loi, dans un cas donné, devait nuire au bien général (5), il ne faudrait pas la suivre; mais, c'est là une décision grave et qui ne peut être laissée à l'appréciation de chacun; le prince en est, sauf le cas de péril immédiat (6), le seul juge.

Ayant à charge le bien du peuple, il peut, exceptionnellement, dégager d'une loi humaine, si l'intérêt impérieux de tous le réclame.

(1) ... obligatione præcepti... admonitione consilii... Q. 100. Art. 2.

(2) Secundum personas, secundum negotiæ, secundum tempora. Q. 96. Art. 1.

(3) Proponit legem secundum ea quæ in pluribus accidunt, ferens intentionem suam ad communem utilitatem. Q. 96. Art. 6.

(4) Si posset, non oporteret ut omnes exprimeret, propter confusionem vitandam *Id.*, ad tertium.

(5) Si casus emergat in quo observatio talis legis sit damnosa communi saluti. *Id.*

(6) Si vero sit subitum periculum, quia necessitas non subditur legi. *Id.*

Rien n'est en effet dangereux, comme de laisser à l'arbitraire du juge une place trop grande (1) :

a) Un petit nombre de sages suffit à faire les lois; — il faut pour les appliquer, des juges nombreux;

b) Le législateur se range à l'avis des siècles écoulés; — le juge statue d'après les circonstances du moment;

c) Enfin, le législateur travaille pour tout le monde, et pour tous les temps, tandis que le juge subit, qu'il le veuille ou non, les impressions de sa nature propre.

Faut-il donc qu'une loi soit, à ce point, rigide et intransigeante? — Non, dit Saint Thomas; du moins, cela ne sied point aux lois humaines.

Elles doivent tenir compte de la condition du sujet; s'il a la pratique des vertus, ou s'il ne l'a pas; si c'est un enfant ou un homme fait; on tolère chez les uns ce que l'on ne peut souffrir chez les autres.

Faites pour la majorité, dans laquelle bien peu sont parfaits, elles ne doivent pas punir toutes les fautes dont les parfaits s'abstiennent, mais seulement les plus graves, celles que la majorité a, dans son pouvoir, d'éviter.

Et Saint Thomas conclut : la loi humaine ne prétend pas donner brusquement aux hommes la pratique de la vertu, mais les y amener peu à peu (2).

(1) *Melius est omnia ordinari lege, quam dimittere iudicium arbitrio. Et hoc, propter tria...* Q. 95. Art. 1.

(2) *Lex humana intendit homines inducere ad virtutem, non subito, sed gradatim.* Q. 96. Art. 2.

C'est la théorie, douce et rassurante, que développait Henri de Gand, et sur laquelle Saint Thomas dans un autre passage, insiste encore :

« La loi humaine s'adresse à la multitude, où beaucoup sont pauvres en vertu; elle ne régit pas seulement les bons; il ne lui convient pas de prohiber tout ce qui n'est pas la vertu; ce lui est assez d'écarter des hommes les sujets de discorde. Certains actes passent pour autorisés, non qu'elle les approuve, mais parce qu'elle ne les punit pas ». Sous la loi divine, au contraire, rien ne sera laissé impuni de ce qui trouble la vertu (1).

Saint Thomas examine alors l'autorité de la loi.

Les lois humaines ne dérivent pas, de façon uniforme, de la loi naturelle; beaucoup n'ont avec elle que des rapports d'analogie : celles-là, qui en dérivent immédiatement, participent de sa propre puissance; celles-ci n'ont que la force des institutions humaines (2).

La loi écrite contient en elle le droit naturel, mais ce n'est pas elle qui lui donne sa force; elle contient aussi le droit positif, c'est-à-dire celui que les hommes ont

(1) Ad primum ergo dicendum quod lex humana populo datur, in quo sunt multi a virtute deficientes; non autem datur solis virtuosis, et ideo lex humana non potuit prohibere quidquid est contra virtutem, sed ei sufficit ut prohibeat ea quæ destruunt hominum convictum; alia vero habeat, quasi licita, non quia ea approbat, sed quia ea non punit, sed lex divina nihil impunitum relinquit quod sit virtuti contrarium. 2 II. Q. 77 : De fraudulentia

(2) Omnes leges in quantum participant de ratione recta, in tantum derivantur de lege æterna, et propter hoc, Augustinus dicit in I de Libro arbitrio quod « in temporali lege, nihil est justum ac legitimum quod non ex lege æterna homines sibi derivaverunt. » Q. 9. Art. 3.

établi, mais celui-là est son œuvre. Il n'a que l'autorité qu'elle lui confère (1).

Si la loi écrite contient quelque chose de contraire au droit naturel, elle est injuste et n'oblige point : ce n'est pas une loi, c'est une corruption de la loi qu'il faut laisser de côté (2).

Enfin, l'objet même des lois limite leur autorité.

Dans ce qui regarde la conscience, l'homme n'est tenu d'obéir qu'à Dieu, non à l'homme ; mais, pour ce qui est des choses du monde, il doit obéissance aux chefs, dans la mesure, toutefois, où la justice lui en fait une obligation.

Ainsi, lorsqu'un prince est investi d'un pouvoir usurpé ou injuste, les sujets ne sont pas tenus de lui obéir, sauf d'une façon accidentelle, pour éviter le trouble et le scandale (3).

D'où la nécessité d'étudier les lois quant à leur fin, leur auteur, leur nature :

Elles sont bonnes, et dans ce cas, obligent en conscience, si elles tendent au bien commun, si celui de

(1) *Legis scriptura jusquidem naturale continet, sed non instituit, jus autem positivum, scriptura legis et continet et instituit, dans ei auctoritatis robur. 2 II. Q. 60. De judicio. Art. 5.*

(2) *Si scriptura legis contineat aliquid contra jus naturale, injusta est, nec habet vim obligandi, et ideo nec tales scripturas leges dicuntur, sed potius legis corruptiones, et ideo secundum eas, non est judicandum. Id. Ad primum.*

(3) *Si non habeant justum principatum, sed usurpatum, vel si injusta præcipiant, non tenentur eis subditi obedire; nisi forte per accidens, propter vitandum scandalum, vel periculosum. 2 II. Q. 104. De obedientia. Art. 6.*

qui elles émanent, avait pour les promulguer, la compétence et l'autorité nécessaires, enfin si l'ordre qu'elles donnent est équitable et justifié par le but à atteindre (1).

Dans le cas contraire, elles sont mauvaises et n'obligent point.

Pour éviter le trouble et le scandale, il y a de ces lois mauvaises qu'il faut parfois subir, mais jamais, quand elles sont tournées contre Dieu (2).

La loi humaine n'est pas intangible, et, par cela même qu'elle est humaine, le bon sens indique qu'elle doit progresser du médiocre au parfait.

Elle suit, d'autre part, l'évolution des sujets qu'elle dirige. Saint Thomas cite ici Saint Augustin (3) :

« Quand un peuple est sérieux et calme, gardien fidèle des intérêts de la cité, c'est une loi heureuse, qui lui donne le pouvoir d'élire ses magistrats; mais, si ce peuple vient à se corrompre, s'il trafique de ses suffrages, s'il confie le gouvernement à des scélérats, alors, le privilège de concéder les charges et les honneurs, à

(1) *Discendum justæ et ex fine, quando scilicet ordinantur ad bonum commune; ex auctore, quando scilicet lex lata non excedit potestatem ferentis, et ex forma, quando scilicet secundum æqualitatem proportionis, imponuntur subditis onera in ordine ad bonum commune.* Q. 96. Art. 4.

(2) Non obligant, nisi forte propter vitandum scandalum velurbationem, propter quod etiam homo juri suo debet cedere... Alio modo possunt leges esse injustæ, per contrarietatem ad bonum divinum, et tales leges nullo modo licet observare. Q. 96. Art. 4 in fine.

(3) *De libro arbitrio.* Liv. I. Ch. 6, cité par Saint THOMAS. Q. 97. Art. 1.

bon droit, lui sera ôté, pour être remis entre les mains choisies des sages » (1).

Mais le remaniement des lois demande une grande prudence ; c'est l'usage qui consacre leur autorité ; il faut se garder de les vouloir perfectionner trop souvent, et n'y toucher que lorsque cela est indispensable, ou que cela doit déterminer quelque grand profit.

Comment ne pas rapprocher de ceci, le passage de l'*Essai analytique sur les lois naturelles de l'ordre social*, où M. de Bonald écrit :

« Malheur à la société où il se fait des lois inattendues (2)!... Que penser de ces hommes, qui, faisant des lois par cela seul qu'ils sont assemblés pour en faire, font des lois sur tout, font des lois contre tous, et les font nécessairement désastreuses, par cela seul qu'elles n'étaient pas nécessaires? » (3).

L'usage prolongé peut, dans de certaines limites, passer en force de loi, remplacer des lois, ou enfin servir à les interpréter ; mais, contre les lois divine ou naturelle, il n'y a pas de tradition qui vaille.

(1) Si populus sit bene moderatus et gravis, communisque utilitatis diligentissimus custos, recte lex fertur, quâ tali populo liceat creare sibi magistratus, per quos res publica administratur. Porro, si paulatim idem populus depravatus habeat venale suffragium et regimen flagitiosis sceleratisque committat, recte adimitur tali populo, potestas dandi honores, et ad paucorum bonorum reddit arbitrium. M. EDOUARD CRAHAY dans son livre *La Politique de Saint Thomas d'Aquin* (Louvain, 1896), et dans son zèle à louer Saint Thomas, va jusqu'à lui attribuer tout ce passage (page 106).

(2) *Op. cit.* Paris, 1873, p. 70.

(3) *Id.*, p. 68.

« L'usage, — dit Isidore, — ne vient qu'après l'autorité; devant un usage mauvais, la loi et la raison passent outre » (1).

§ 2. — *La notion de la Loi dans le « De Regimine Principum ».*

Le *De Regimine Principum* que Saint Thomas avait promis, et qu'il adresse au roi de Chypre, est, — son titre l'indique, — un Traité de gouvernement.

Et ce qu'il faut entendre par « regimen », dit-il, dans son « Argumentum », ce qu'il a, par conséquent, l'intention d'étudier, c'est, d'une part, l'origine du pouvoir, de l'autre, les obligations du prince.

Ici, comme là, les caractères de la notion de la Loi se mêleront fréquemment au sujet même du livre.

C'est un passage souvent cité que tout le début de l'ouvrage, où, cinq cents ans avant Rousseau, Saint Thomas donne la théorie, non pas d'un « contrat » social, mais de l'état social nécessaire.

L'homme a nécessairement dans la vie, un but qui constitue le mobile de ses actes. Il faut donc admettre qu'une sorte d'instinct, déposé en lui à la création, dirige et coordonne ses actes vers ce but.

Si l'homme était appelé à vivre seul, comme tant d'êtres animaux, il n'aurait besoin de rien, ni de per-

(1) *Usus auctoritate cedat; pravum usum lex et ratio vincat.* Cité Q. 97. Art. 3.

sonne, pour atteindre sa fin; chacun serait à lui-même son propre roi, sous le gouvernement suprême de Dieu, et sa part de sentiments instinctifs lui suffirait à diriger sa vie.

Or, plus que tout animal au monde, l'homme est un être fait pour vivre en société (1).

Il s'ensuit nécessairement qu'il existe en lui quelque chose par quoi est rendu possible cet état de société, et c'est le sentiment d'une discipline analogue à celle en vertu de laquelle les différents membres d'un individu concourent ensemble à la santé générale de son corps.

Il y a donc dans l'homme quelque chose qui le pousse à chercher son bien propre, mais, quelque chose aussi qui l'incite à poursuivre le bien commun.

Et, de même que dans la conduite particulière de sa vie, l'homme est sujet à l'erreur et s'écarte fréquemment du bien, de même le gouvernement des sociétés ne va pas sans fautes : parfait, quand il répond à la fin qu'il recherche; nuisible, s'il la contrarie.

C'est la nature qui donne au corps humain l'harmonie; l'harmonie des sociétés, c'est la paix (2), et c'est l'art des gouvernements qui la leur confère.

(1) Si quidem homini conveniret singulariter vivere, sicut multis animalium, nullo alio dirigente, indigeret ad finem, sed ipse sibi unus quisque rex sub Deo summo rege, in quantum per lumen rationis divinatus datum sibi, in suis actibus seipsum dirigeret. Naturale autem est homini, ut sit animal sociale et politicum, in multitudine vivens, magis etiam quam omnia alia animalia. Liv. I. Ch. 1.

(2) Multitudinis unitas, quæ pax dicitur. I, 15.

La vie sociale, sans la paix, laisse échapper tout le profit que l'état de société doit précisément amener avec lui (1).

C'est la paix que doit rechercher quiconque a la charge d'une nation; celui qui n'y parvient pas, est un incapable, autant qu'un médecin impuissant à rendre à son malade la santé (2).

Un gouvernement sera donc parfait, dans la mesure où il aura donné la paix à son peuple. Le mauvais gouvernement, au contraire, le tyran surtout (3), néglige le salut commun, pour ne rechercher que son intérêt propre; sous sa loi, la paix n'est nulle part, le trouble est partout; les bons sont suspects. La vertu épouvante le tyran (4). Il sème autour de lui la discorde et s'oppose à tout ce qui pourrait répandre dans son peuple la confiance et la fraternité (5).

C'est le châtimement des peuples coupables (6).

Gouverner, au sens strict du mot, c'est mener à sa fin, d'une manière appropriée, ce qui fait l'objet du gou-

1) Pax... qua remota, socialis vitæ perit utilitas. I 2.

(2) Hoc igitur est ad quod maxime rector multitudinis intercedere debet: ut pacis unitatem procuret. Nec recte consiliatur an pacem faciat in multitudine sibi subjecta, sicut nec medicus an sanet infirmum sibi commissum. I, 2.

(3) En effet, dit Saint Thomas, « corruptio optimi, pessima » (Saint Paul) et la tyrannie, c'est la monarchie dévoyée.

(4) Nulla erit securitas, omnia sunt incerta,... virtus formidolosa. I, 2.

(5) Prohibent per quas inter homines, solet familiaritas et fiducia generari. *Id.*

(6) Deus punit peccatorem per manum tyranni. III, 7.

vernement : le médecin sera donc le plus qualifié, s'il s'agit de gouverner les corps; l'intendant, pour les richesses; le docteur, pour les sciences.

S'il s'agit de conduire une société d'après les règles de la vertu, ou, plus exactement, de la mener, par le moyen d'une vie vertueuse, aux récompenses célestes, c'est l'affaire des rois.

A eux, d'ordonner ce qui mène au salut et de prohiber, autant qu'ils le pourront, ce qui en détourne.

Le roi, pénétré de la loi divine, qu'il relit chaque jour, doit procurer d'abord à ses sujets la vie honnête; puis la leur conserver; enfin la perfectionner (1).

Saint Thomas reprend là cette gradation des devoirs de l'Etat, déjà rencontrée chez ses contemporains, et toujours adoptée après lui :

« Il doit par les lois qu'il leur donne, — écrit le R. P. Janvier, — saisir les individus à mesure qu'ils paraissent,... les éclairer, les diriger, les pousser vers leur fin, les jeter, transfigurés, dans les bras de Dieu » (2).

Saint Thomas ne dissimule pas que c'est une très lourde mission (3). Aussi, la récompense réservée aux rois, dépasse-t-elle toutes les gloires humaines.

La paix qu'ils ont à établir ne doit pas se limiter

(1) *Per legem igitur divinam edoctus, ad hoc debet intendere ut in subjecta multitudine, bonam vitam instituat, institutam conservet, conservatam ad meliora promoveat.* I, 15.

(2) *La loi.* Carême 1909 : 1^{re} Conférence. Lethielleux. Paris.

(3) *Onerosum officium.* I, 7.

dans le temps ; ce doit être une paix durable, sinon éternelle. Il leur faut, par des sanctions et des lois, écarter les instincts mauvais, veiller à ce que chacun remplisse ses devoirs d'état, prohiber les iniquités, encourager le bien, enfin mettre dans l'impossibilité de nuire les fauteurs de désordre et les contempteurs des lois (1).

Tel n'était pas le rôle que Dieu, dès la création, avait assigné aux gouvernements.

Dans sa nature première (2), c'est-à-dire avant la faute, dans ce qu'on appelle l'état d'innocence (3), l'homme vivait sous une discipline toute volontaire. Chacun eût pris son rang, selon les mérites de sa nature, attendant pour lui-même, ou donnant aux autres, des conseils de vie (4). Il y avait là une hiérarchie naturelle, conforme au plan divin, d'après lequel, ceux qui sont en haut, servent toujours de guide, à ceux qui sont en bas (5).

Mais la faute originelle vint corrompre cet état de nature. Il fallut des lois pour corriger la malice des hommes. « La loi, — dit l'Apôtre, — naquit des excès des méchants » (6).

(1) *Paci multitudinis noxii, ... qui transgrediendo justitiam aliorum pacem perturbant.* I, 45.

(2) *...ad statum integrum.* II, 9.

(3) *...status innocentiae.* *Id.*

(4) *Officium consulendi et dirigendi, isto modo quasi naturale potest dici quia etiam in statu innocentiae fuisset.* III, 9. Le livre III n'est cité que sous les réserves ci-après.

(5) *Ex ordine divinæ providentiæ, quæ semper, inferiora per superiora gubernat.* III, 9.

(6) *Lex, inquit (Ad Galat., III) propter transgressores posita est.* *Id.*

L'homme n'écoulant plus la raison, mais les sens, il fallut agir sur les sens pour lui faire respecter les lois. Le fouet de la discipline et la rigueur de la justice devinrent ainsi nécessaires au gouvernement du monde (1).

Quand il définit l'ordre, Saint Thomas revient encore sur cette idée : c'est, dit-il avec Saint Augustin, la disposition convenable de tout ce qui a une place déterminée et qui ne doit pas être confondu avec les choses voisines.

L'ordre, par conséquent, implique une inégalité, qui constitue le fondement du pouvoir, et c'est en ce sens qu'il existait un gouvernement, même dans l'état d'innocence, et même chez les Anges (2).

En même temps que Saint Thomas, un autre théologien de son siècle, a noté, avec beaucoup de force, cette déchéance de l'autorité.

Au livre III, *Distinctio* 37, de ses *Commentaires sur les livres des Sentences* (3), Pierre de Tarentaise (4), pape sous le nom d'Innocent V, examine si les préceptes étaient indispensables, et répond, avec Saint

(1) *Virga ergo disciplinæ et rigor justitiæ sunt necessaria in gubernatione mundi.* II, 9.

(2) *Manifestum est quod nomen ordinis inæqualitatem importat; et hoc est de ratione dominii, et ideo secundum considerationem, dominium hominis super hominem est naturale, et est in Angelis et fuisset in primo statu.* III, 9.

(3) Edité par les soins des Dominicains du monastère de Saint Thomas d'Aquin, à Toulouse, 1652. Bibl. Nat. Fol. D. 22, au Vol. II.

(4) Petrus de Tarentasia, 1225-1276, dominicain, premier pape de l'ordre, succède à Grégoire X et meurt cinq mois après.

Ambroise, que la loi fut donnée comme adjuvant de la nature.

« En effet, — dit-il, — dans l'état d'innocence, la loi naturelle suffisait à l'homme; elle indiquait à sa raison la connaissance parfaite du Bien et du Mal, donnait, comme objet à son désir, le constant amour du Bien, et à sa colère, la haine accomplie du Mal. Mais le péché brisa cette chaîne dorée. La nature entière fut et demeura bouleversée. La raison devint impuissante à discerner le Bien du Mal; le désir du Bien s'évanouit; la haine du Mal se corrompt.

« C'est alors que la loi vint donner à la nature son secours, lui permit à nouveau de séparer le Bien du Mal; en illuminant sa raison, régénéra son désir du Bien par l'appât de récompenses, excita sa haine pour le Mal en lui montrant les supplices réservés aux méchants » (1).

Et Saint Thomas expose que, dans l'état d'innocence,

(1) *Op. cit.* : *De decem præceptis*. Questio I. Articulus I. Utrum necessaria fuerit impositio præceptorum?... Respondeo : Sicut dixit Ambrosius, lex data est in adjutorium naturæ. In statu quippe innocentiae, tota natura hominis sufficienter erat per legem naturalem ordinata, quod tres vires motivas : rationabilem, in cognitione perfecta boni et mali; concupiscibilem, in perfecto amore boni; irascibilem, in perfecta detestatione mali; sed, per peccatum, rupta est catena aurea, et tota natura deordinata est. Nam, in rationabili, obscurata est cognitio boni et mali, in concupiscibili diminutus est appetitus boni; in irascibili, corrupta est detestatio mali.

Ideo in adjutorium naturæ, oportuit legem dari, in qua essent præcepta et prohibitiones ad illuminationem rationabilis in cognitione boni et mali, essent et promissiones præmiorum propositarum implentibus ad inflammationem concupiscibilis in amorem boni; essent et comminationes suppliciorum propositarum transgressoribus, ad excitationem irascibilis in detestationem mali.

l'autorité se présentait, le plus logiquement du monde, sous la forme d'un gouvernement démocratique. Mais, dit-il, dans notre nature corrompue, comme elle est maintenant, le gouvernement d'un seul semble plus efficace, parce qu'il faut, pour ainsi dire, obliger notre nature à remonter le cours où l'entraînent ses vices (1), meilleur aussi pour établir chez les sujets cette unité de vue qui fait la bonne harmonie.

Et, remarque M. Crahay (2), pensant peut-être à la prospérité du royaume de France au temps où il écrivait, Saint Thomas déclare que dans les nations gouvernées par un roi, « la paix réjouit tous les cœurs, la justice fleurit, le bien-être est partout » (3).

Il précise ensuite, au point de vue particulier de la notion de la Loi, cette même idée :

C'est un point acquis, que les lois humaines viennent du droit naturel, et, par lui, du droit divin; pourtant, et

(1) *Regimen politicum regali præponitur si referamus dominium ad statum integrum humanæ naturæ. qui status innocentie appellatur, in quo non fuisset regale regimen, sed politicum, eo quod tunc, non fuisset dominium quod servitutem haberet, sed præeminentiam et subjectionem in disponendo et gubernando multitudinem secundum merita cujuscumque, ut sic, vel influendo, vel in recipiendo influentiam, quilibet esse disposatus secundum congruentiam suæ naturæ. Unde apud sapientes et homines virtuosos, ut fuerunt antiqui Romani, secundum imitationem talis naturæ, regimen politicum melius fuit. Sed, in natura corrupta, regimen regale est fructuosius, quia oportet naturam humanam sic dispositam quasi ad sui fluxum liminibus refrænare. II. 9.*

(2) *Op. cit.*, p. 93, en note.

(3) *Provinciae et civitates quæ sub uno rege reguntur, pace gaudent, justitia florent, et affluentia rerum, lætantur. I, 2.*

malgré cette origine, elles ne sont pas sans laisser de côté bien des hypothèses particulières : le législateur humain ne connaît pas tous ceux qui vivront sous ses lois. C'est là, qu'est le point faible des gouvernements démocratiques (1).

Saint Thomas n'a pas achevé, sur ce point, le développement de sa pensée. Le destinataire du *De regimine principum*, Hugues II, roi de Chypre, était mort en 1267, avant que Saint Thomas n'ait pu terminé son ouvrage.

Les livres III et IV, dit le Cardinal Bellarmin dans les notes de son édition de 1652, ont été ajoutés par Ptolémée de Lucques.

Ce n'est, semble-t-il, qu'à partir du chapitre 20 du livre III, que se manifeste vraiment cette addition. En effet, Saint Thomas était mort à Fossanova le 7 mars 1274; or, ce chapitre 20 fait allusion à la mort de Rodolphe d'Autbourg, survenue en 1291, à l'élection d'Adolphe de Nassau, qui est de 1292, et à celle d'Albert, qui est de 1298.

On s'est demandé si Saint Thomas d'Aquin eût ratifié ces deux livres, et des controverses se sont élevées à leur propos, quant à ses préférences politiques. Ceci n'est point notre sujet (2).

(1) Et quamvis leges, a jure naturæ trahant originem, et jus naturæ a jure divino, deficiunt tamen in particularibus actibus quibus omnibus legislator providere non potuit, ex ignorantia subditorum futurorum. Et inde sequitur, in regimine politico, diminutio. II, 8.

(2) En ce qui concerne notre sujet, il est indéniable que les déve-

Les développements donnés par Ptolémée de Lucques à la notion de la Loi, ne sont donc indiqués ici qu'à titre documentaire.

Celui qui préside à un gouvernement démocratique, avait dit Saint Thomas, juge tout d'après les lois, et ne peut statuer que par elles (1). L'auteur du livre IV reprend l'idée : elles sont, dit-il, sa force, mais elles le dominent (2).

Il en va tout différemment dans un gouvernement monarchique. L'autorité du prince vient s'ajouter à celle des lois. Il statue, avant même leur promulgation, et, s'il est nécessaire, dépasse leurs prévisions. Il a, à son service, des lois toutes prêtes, pour les circonstances les plus diverses, et il les trouve dans son propre cœur (3).

Dans son zèle à suivre pas à pas la Providence et à rechercher le salut de son peuple, il n'est assujéti à aucune loi (4). Et l'auteur se résume dans ce texte renou-

loppements du Chap. 9 du Livre III, se retrouvent dans le chapitre 9 du Livre II, et dans divers passages de la *Somme Théologique*, en particulier 2 II, Q. 96 citée plus haut et des *Opuscules (Compendium)*, Ch. 187 et suiv.

(1) Inde sequitur in regimine politico, diminutio, quia legibus solum rector politicus judicat populum, quod per regale dominium suppletur, dum, non legibus obligatus, per eam censeat quæ est in pectore principis propter quod divinam magis sequitur providentiam, cui est cura de omnibus, ut in libro Sapientiæ dicitur. Livre II. Ch. 8.

(2) Regimen politicum solis roboratur legibus. IV, 25. — Legibus astringuntur rectores politici. IV, 1.

(3) In ipsorum pectore sunt leges reconditæ prout casus occurrunt. IV, 1. — Opportunis temporibus legibus quas in pectore defert, utitur IV, 16. — In casibus opportunis, regimen consistit in arbitrio principis. IV, 23.

(4) Cf. la note 1.

velé d'Ulpien : « Tout ce qui lui plaît à faire, doit être tenu pour loi » (1).

§ 3. — *La notion de la Loi, dans la « Somme contre les Gentils ».*

Dans sa *Somme contre les Gentils* (2), destinée à établir la supériorité de la foi catholique, sur la doctrine de ces païens dont il dit quelque part que « leur péché fut excusable, parce qu'ils ne connaissaient pas la loi » (3), Saint Thomas nous donne encore de très précieuses définitions.

Tout ce qui tend à une fin, dit-il, coordonne ses actes en vue de cette fin; soutenir et guider les efforts des êtres dans cette voie, c'est ce qu'on appelle les gouverner (4).

Le législateur doit poursuivre tous les moyens de rendre les hommes vertueux; la loi qu'il établit pour eux est une règle de travail (5); il importe surtout qu'elle soit efficace (6).

Elle est faite pour tout le monde. L'Apôtre n'a pas dit, répète Saint Thomas, — et il faut le répéter, ajoute-

(1) Quia pro lege habetur quod principi placuerit. IV, 25. — Et pro lege habetur quod principi placet. IV, 1.

(2) *De veritate catholicæ fidei contra Gentiles.*

(3) Quia legis scientiam non habuerunt. — Opusculum : *De humanitate Christi.* Art. 18.

(4) Ordinare actiones rerum ad finem, est gubernare ipsas. III, 64.

(5) Nihil aliud est quam quædam regula operandi. III, 114.

(6) Illud præcipuum debet esse in lege, ex quo lex efficaciam habet. III, 115.

t-il, car il y en a qui comprennent mal, — que les justes n'étaient pas tenus d'obéir à la loi; mais, que leur nature est telle, qu'elle les porte au bien, sans avoir nécessairement recours aux lois (1).

Quant aux différentes sortes de lois, Saint Thomas reprend sa classification en préceptes et en conseils :

Il y a, dans les enseignements divins, des « consilia », qu'au milieu des préoccupations de leur vie terrestre, les hommes observent, dans la mesure où ils le peuvent.

Ce ne sont pas choses d'obligation, et, l'homme peut être juste, sans les suivre. Ce ne sont que des avertissements (admonitiones), et dit-on, par opposition aux préceptes, des « conseils », qui invitent l'homme à laisser le moins bon, pour aller vers le mieux (2).

C'est ainsi, par exemple, que la loi divine enseigne la pauvreté : « Si vous voulez être parfait, vendez vos biens, et donnez-les aux pauvres » (3), et la continence : « Pour ce qui est des vierges, Dieu ne m'a pas laissé d'ordre, mais je donne un conseil » (4), et ainsi de diverses autres choses.

La Providence divine a donné aux êtres doués de

(1) Isti inclinantur ex se ipsis ad justitiam faciendam, etiam sine lege. III, 128.

(2) Hujus modi admonitiones dicuntur consilia et non præcepta, in quantum suadetur homini ut propter meliora minus bona prætermittat. III, 130.

(3) Si vis perfectus esse, vade, vende quæ habes, et da pauperibus. MATTH. XIX, 21.

(4) De virginibus autem, præceptum Domini non habeo, consilium autem do. *Ap. ad Cor. I, 7,25.* Cités III, 139.

raison le commandement sur les choses, et, tout de même, c'est à ceux qui ont la supériorité naturelle de l'esprit, qu'il appartient de gouverner les autres.

Saint Thomas, comme il en a coutume, ne quitte pas sa comparaison avant d'en avoir déduit toutes les conséquences :

Dieu est l'autorité suprême; il dicte leur conduite à ceux qui viennent au second rang; il légifère pour les rois. Dans le gouvernement des hommes, le chef donne lui-même les ordres principaux, laissant à ses ministres le soin de régler les détails.

Les notions de Gouvernement et de Loi affleurent ici la théorie catholique du mal :

Le but, c'est le bien commun; les intérêts particuliers viennent ensuite; mais, la Providence divine, autorité suprême des choses, n'a pas exclu le travail des causes secondes; un gouvernement éclairé ne reculera donc pas, s'il est nécessaire, à sacrifier le bien d'un individu, pour avancer vers le bien tout le peuple.

La Providence divine a laissé subsister le mal (1), et, de même, les lois humaines ont créé des peines qui sont, en quelque sorte, des remèdes destinés à écarter le vice (2); toutes ne sont pas libératoires et temporaires (3); il y a la peine de mort, qui agit sur les autres par exemplarité.

(1) Divina Providentia non excludit malum totaliter a rebus. III, 71.

(2) Pœnæ sicut medicinæ quædam... inferuntur ad emendationem vitiorum. III, 144.

(3) Non nomines purgatorias et terminabiles. *Id.*

Enfin, dit encore Saint Thomas, quand le chef, au lieu d'être désigné pour l'éclat de son intelligence, ne trouve la raison de son rang que dans la force qui le fait craindre, ou dans la douceur qui le fait aimer (1), le gouvernement se change en désordre; et l'on peut juger de ce qu'il y a sous ce mot de désordre, à l'enthousiasme que Saint Thomas ne cesse de témoigner pour les notions d'ordre et de paix.

§ 4. — *La notion de la Loi dans les « Opuscles ».*

Enfin, tout ce que l'on a réuni sous le nom d'*Opuscles* (2), — traités d'importances très diverses, écrits sur l'ordre de ses supérieurs, mémoires adressés à des amis qui ne se lassent pas d'en réclamer de nouveaux, si bien que Saint Thomas, dans son zèle d'apôtre et dans sa charité, prend sur l'heure de l'office le temps nécessaire à leur rédaction (3), — sont un terrain d'une fécondité merveilleuse, où Saint Thomas répand, presque à chaque page, ses enseignements sur la notion de la Loi.

Ce qu'il a, partout et toujours en vue, c'est qu'« il

(1) Non propter intellectus præeminentiam, sed, vel robore corporali, vel propter sensualem affectionem. III, 81.

(2) Supradicta omnia vocantur Opuscula. — *Catalogue officiel des œuvres de Saint Thomas d'Aquin*, extrait du procès de canonisation, cité par le R. P. SERTILLANGES, *Op. cit.* Introduction, page 7.

(3) Quod psallendi officio subtrahitur, scribendi studio compensetur, dit-il au début de son traité : *De substantiis separatis, seu de Angelorum naturæ, ad fratrem Reginaldum socium suum charissimum.*

faut indiquer à l'homme, la voie qui mène au salut » (1); or, dit-il, trois choses importent au salut : croire, vouloir, agir (2).

Agir, c'est la « *scientia operandorum* », et c'est la loi qui nous l'enseigne.

La loi divine constituait en nous une lumière naturelle; elle s'est obscurcie quand le démon eut tenté l'homme. Il fallut alors une loi écrite, pour réagir et ramener l'homme au bien.

Il y avait eu d'abord l'Ancien Testament, qui était une loi de crainte; il y eut ensuite la loi naturelle, qui fut la loi d'amour.

En même temps que juge et roi, le Christ se fit législateur. Il vint abroger les préceptes cérémoniaux et modifier les judiciaires, mais sa mission principale était de proroger les préceptes moraux, en les confirmant, en leur donnant aussi une interprétation plus large (3).

La loi d'amour avait le triple caractère des lois parfaites :

a) C'est une loi de liberté, et cela peut s'entendre en

(1) *Compendium theologiæ, ad fratrem Reginaldum, socium suum charissimum*. Ch. 98.

(2) *De duobus præceptis charitatis et decem legis præceptis*. Ch. 1.

(3) Christus legifer noster, rex noster et judex noster. Cæremonialia generaliter abrogavit; judicialia derogavit, moralia prorogavit, et secundum hoc, finis legis Christus,... confirmando et amplius interpretando. *De dilectione proximi*. Ch. 12.

ce double sens, qu'elle exige de l'homme une adhésion volontaire, et qu'elle n'a d'autre but que d'assurer sa liberté (1);

b) Elle ne donne pas à l'homme le goût des plaisirs temporels, mais le fait pénétrer au cœur même des joies célestes (2);

c) Enfin, elle est douce et n'a rien qui opprime (3).

Ayant donné cette loi pour modèle aux autres, Saint Thomas les envisage toutes ensemble :

Elles sont la règle et la mesure des choses permises (4); il y en a de conditionnelles, et d'autres, généralement meilleures, qui sont des lois absolues (5); il y en a de négatives, mais celles qui affirment et indiquent le bien, sont les lois véritables (6); les unes sont générales; les autres, spécialement adaptées à la condition sociale, à la fortune, à la profession, au sexe (7).

Il indique, en passant, cette différence essentielle entre la loi divine et la loi humaine, quant aux limites

(1) Facit suos observatores liberos et non servos. *De duobus præceptis*. Ch. 1.

(2) Non ad bona temporalia sed in bona cœlestia. *De duobus præceptis*. Chap. 1.

(3) Levis et non gravis. Et Saint Thomas cite Saint MATTHIEU, XI : « Jugum enim meum suave est ». *Id.*

(4) Legislator proponit legem, quasi regulam et mensuram. *Compendium*. Ch. 98.

(5) Absolutum conditionalibus præferendum. *De dilectione proximi*. Ch. 2.

(6) Affirmativum, quod est de bono faciendo, proprie vocatur præceptum. *Id.*

(7) Aliud generale, quod omnes astringit, aliud speciale, quod aliquos tantum. *Id.*

de leur action : l'homme ne juge que les paroles ou les actes qui tombent sous ses sens; la loi divine, au contraire, pénètre au fond des consciences et juge les pensées (1).

La justice humaine consiste à observer toutes ces lois. Elles sont bien une chaîne, mais elles constituent en même temps, comme un privilège attaché à la condition supérieure de l'homme, car, à des êtres privés de raison, si l'on se borne à imposer ce que réclame leur existence matérielle, on donne aux hommes des préceptes de vie (2).

Mais, se demande Saint Thomas, s'il faut que l'homme se pénètre par de longues études de ce qu'il est nécessaire de savoir pour vivre honnêtement, il y en aura très peu qui seront, ou assez savants, ou assez libres de leur temps, pour arriver à s'en instruire (3).

Il est manifeste que les hommes ne peuvent se mettre tous à pâler sur des livres, et voilà pourquoi le Christ a donné au monde une loi qui tient en quelques mots, afin que tous pussent la connaître, et que nul n'ait l'ignorance pour excuse. C'est la loi d'amour; elle suffit à régler tous les actes de la vie (4).

(1) *De duobus præceptis*. Ch. 19.

(2) *Creaturis irrationalibus... adjumenta quibus naturaliter movetur ad agendum, ... rationalibus, præcepta vivandi*. *Compendium*. Ch. 143.

(3) *Ad hoc quod homo bene vivat, oportet quod sciat necessaria ad bene vivendum, et si deberet omnia necessaria ad bene vivendum, per studium addiscere, vel non posset pervenire, vel post longum tempus*. *Devotissima expositio super Symbolo Apostolorum*. Ch. 1.

(4) *Manifestum est quod non omnes possunt scientiæ insudare,*

Dans ce précepte de charité, dit-il encore, est enfermée toute la justice humaine (1).

Il est d'une clarté magnifique. A la différence des lois humaines, qui sont obscures ou ambiguës, « le précepte de Dieu est lucide; il illumine les yeux » (2). Son interprétation éclate aux regards des plus humbles, tout autant qu'à ceux des savants. De lui seul, on peut, sans fatuité, prétendre que « nul ne doit l'ignorer ».

L'on retrouve ici, dans les *Opuscules*, toute la doctrine de Saint Thomas sur l'application, par les gouvernements, de ces lois.

Gouverner, dit Saint Thomas, c'est chercher à communiquer sa perfection aux autres. Et comme c'est à sa fin que l'on juge d'une chose (3), un gouvernement est mauvais s'il ne recherche que son profit personnel, s'il n'est pas sans cesse tourné vers la fin suprême et parfaite, qui est le bien commun (4).

Quand il écrit à la duchesse de Brabant (5), c'est le conseil qu'il ne cesse de lui redire : les princes de la

et propterea a Christo, data est lex brevis ut ab omnibus posset sciri, et nullus propter ignorantiam possit ab ejus observantia excusari, et hæc est lex divini amoris... Hæc lex debet esse regula omnium actuum humanorum. *De duobus præceptis*. Ch. 2.

(1) Humanam justitiam, quæ in legis observatione consistit, uno præcepto charitatis consummavit. *Compendium*, Ch. 1. Et Saint-Thomas cite Saint PAUL : « Plenitudo enim legis est dilectio. » I, *Cor.* 13.

(2) Præceptum Domini lucidum, illuminans oculos, au Psaume 18, cité *De dilectione proximi*. Ch. 2.

(3) Ex fine est ratio boni, in his quæ fiunt. *Compendium*. Ch. 400.

(4) *Id.*

(5) *De regimine Judæorum, ad ducissam Brabantie.*

terre n'ont pas été établis pour s'occuper de leur bien-être, mais pour faire le salut de leur peuple.

A propos de la mission du Christ (1), il écrit qu'il ne faut pas séparer l'autorité agissante, — (en l'espèce, celle du Père qui envoie le Fils), — de l'effet salutaire produit sur les sujets.

Et ailleurs : la soumission ne leur est pas demandée pour la commodité du prince, mais pour le profit des sujets eux-mêmes (2).

Le pouvoir ainsi défini, Saint Thomas en fait l'éloge : il faut, dit-il, respecter et honorer les princes ; l'amour, et non la crainte servile, doit être le mobile de l'obéissance envers eux ; c'est un sentiment que doit faire naître au cœur de l'homme, non seulement la raison, mais encore le sens le plus intime de la conscience (3).

L'autorité des princes trouve en effet sa source en Dieu ; c'est lui qui fait la puissance des lois ; c'est par lui « que les rois règnent », et que « les législateurs discernent ce qui est juste » (4).

Saint Thomas, on le voit, insiste et cite ses auteurs ;

(1) *Contra errores Græcorum, ad Urbanum IV, pontificem maximum*. Ch. 14.

(2) *Subiectio non est ordinata ad utilitatem præsentium, sed ad utilitatem subiectorum. Contra impugnante Dei cultum et religionem*. Ch. 4.

(3) *De duobus præceptis*. Ch. 10.

(4) *Secundum Apostolum, omnis potestas a Deo est. — Omnis lex mandatum Dei est. — Per me reges regnant, et legum conditores justa decernunt. Proverbes VIII, 15. Cités De duobus præceptis. Id.*

sa doctrine sur l'autorité ne porte jamais atteinte au pouvoir civil.

S'il est vrai qu' « il y a dans les *Décrétales*, dans le *Sexte* de Boniface VIII, et dans les autres livres qui composent le droit canonique, un grand nombre de principes qui tendent à établir les droits que les Papes voulaient s'attribuer sur le temporel des Rois » (1), ce n'est certes pas dans Saint Thomas qu'il faudrait chercher pareille tendance.

Il sait qu'il faut rendre à César, ce qui est à César (2), et il l'affirme sans détour : dans les questions qui concernent le bien-être civil, il faut, dit-il, obéir au pouvoir séculier, plutôt qu'au pouvoir spirituel (3).

Mais Saint Thomas sait fort bien où pourrait mener la fausse interprétation de sa doctrine, et il précise : l'homme doit compte de ses actes au prince, mais il en doit aussi compte à Dieu (4); quand l'apôtre Pierre déclare qu' « il faut obéir à Dieu, plus qu'aux hommes » (5), c'est que toutes les traditions humaines sont lettre morte, lorsque, directement ou non, elles contrarient l'ordre divin (6).

(1) *Les lois ecclésiastiques de France dans leur ordre naturel*, par LOUIS DE HÉRICOURT. Paris 1771, p. 177.

(2) Reddite ergo quæ sunt Cæsaris Cæsari. MATTH. 22.

(3) Au Livre II des *Sentences*. Distinction 44. Question 2, § 3.

(4) Homines non solum regantur ab homino, sed etiam a Deo. — *Compendium* Ch. 143.

(5) Obedire autem oportet Deo, magis quam hominibus. *Actes* V, 29.

(6) Ideo traditiones humanæ tanquam vanæ, non obligant, quæ divino mandato, directe vel indirecte, obviant. *De dilectione proximi*. Ch. 2.

L'autorité humaine juste est seule à s'appuyer sur celle de Dieu; les lois qu'édicte les mauvais rois, sont contraires à sa volonté (1).

Le Gouvernement, dit encore Saint Thomas, c'est l'ordre, et il ajoute :

Douter de la Providence, ce serait croire, avec le prophète Sophonie, que tout est laissé au hasard (2); avec Job, que Dieu se cache dans les nuées pour ne pas voir le monde, et promène au fond des cieux, son indolence (3); ou encore, avec Ezéchiel, qu'il ne regarde pas les hommes et ne s'occupe point de la terre (4). Or, toutes ces hypothèses sont fausses et condamnables. Le désordre est le plus grand ennemi de la perfection (5), et nous savons qu'il y a dans le monde, une « harmonie indispensable » (6), en vertu de laquelle, dans les sociétés constituées, le prince assigne à ses sujets un rang qui s'impose à eux, de façon absolue.

Dans le plan du gouvernement divin, les êtres supérieurs dirigent les autres; et l'être supérieur, dit Saint

(1) Isti (mali principes et reges) faciunt contra intentionem Domini volentis justum regnum, condendo leges. *De duobus præceptis*. Ch. 15.

(2) Tollunt Domini Providentiam, putantes quod omnia casu regatur. SOPH. I, cité *De venerabili sacramenti altaris*. Ch. 12.

(3) Nubes latibulum ejus, nec nostra considerat, et circa cardines cœli perambulat. JOB XXII, cité *Compendium*. Ch. 6.

(4) Non videt Dominus nos; dereliquit Dominus terram. EZECHIEL VIII. Cité *id.*

(5) Inordinatio perfectioni opponitur. *Compendium*. Ch. 156.

(6) Harmonia necessaria. *De fato*. Art. 3.

Thomas, c'est celui qui est bon, parfaitement bon, et qui saura conduire les autres vers le bien (1).

Saint Thomas précise ici un point, capital à ses yeux, qu'il n'avait fait qu'effleurer, dans sa *Somme contre les Gentils* :

Quand on dit que Dieu, dans le gouvernement du monde, laisse agir et consent à utiliser les causes secondes, cela ne veut pas dire, qu'ayant établi les premiers principes, il se désintéresse ensuite des conséquences qu'on en tire ; l'homme fait cela : la puissance royale enferme tous les pouvoirs, mais elle les délègue aux autorités inférieures (2) ; la raison de l'homme est débile ; il ne peut songer à tout vérifier par lui-même.

La Providence divine, au contraire, s'applique immédiatement à tout (3). Elle veille, jusque dans le détail, à l'exécution de l'ordre.

Il faut, — et l'homme avait été créé ainsi, — que tout ce qui est inférieur se modèle sur ce qui est meilleur ; que, dans l'homme même, les appétits le cèdent à la raison, et cela, sans conflit, sans contrainte (4).

C'était l'état de la justice originelle (5). Hiérarchie et

(1) Superiores dicuntur... in bonitate perfectiores. *Compendium* Ch. 124.

(2) *Compendium*. Ch. 98.

(3) Ordinatio divinæ providentiæ immediate se extendit ad omnia. *Compendium*. Ch. 131.

(4) Inferior absque repugnantia superior subdebatur. *Id.* Ch. 187.

(5) Hic autem hominis tam ordinatus status, originalis justitia nominatur. *Id.*

discipline y étaient volontaires et joyeuses. Elles réglaient les rapports de tout ce qui occupait des rangs divers. Cet état premier, que Saint Thomas d'ordinaire, appelle l'état d'innocence, avait à sa base la soumission de l'homme à la volonté divine.

Et cela est si vrai, nous dit Saint Thomas, que les premiers préceptes n'avaient pas d'autre raison d'être, que d'accoutumer l'homme à cette obéissance (1). Le fruit défendu de la Genèse, n'avait, en soi, rien de nuisible. Il symbolisait seulement cette discipline : l'homme devait s'en abstenir, uniquement parce que telle était la loi (2).

La volonté humaine s'étant, dès le début, soustraite aux ordres divins, cette soumission parfaite du moins bon au meilleur, du corps à l'âme, disparut (3), et, de ce désordre, naquirent tous les maux. Dans la conduite de sa vie, l'homme perdit de vue le but à atteindre, et c'est là ce qui constitue le péché (4).

L'ordre exigeait, dit Saint Thomas, que le coupable fût puni : la sanction n'est pas autre chose que le retour

(1) Ut homo statim a principio assuefieret ad Dei voluntatem sequendam, proposuit Deus homini, quædam præcepta. *Compendium*. Ch. 188.

(2) Non ideo prohibitus est quia secundum se malus esset, sed ut homo.., aliquid observaret, ea sola ratione, quia esset a Deo præceptum. *Id.* Ch. 188.

(3) Deperiret illa perfecta subjectio. *Id.* Ch. 192.

(4) Ex hoc quod actiones deficiunt a recto ordine ad finem. *Id.* Ch. 144.

de l'ordre sur l'individu ; la peine réintègre la justice (1).

Il donne enfin ce fondement magnifique, à l'indulgence de la répression :

Ce serait contraire à la justice, que celui qui est encore en chemin, fût traité comme celui qui a fini sa route (2) ; le jugement n'intervient qu'à la fin ; c'est donc le repentir et le pardon, possibles jusqu'au bout.

En ce qui concerne l'autorité réciproque de la loi, de la coutume et de la jurisprudence, les *Opusculs*, sans reprendre le sujet, donnent le fond de la doctrine.

La coutume honnête a toute la force d'un précepte et peut être tenue pour loi ; son autorité n'est pas chose négligeable, quand elle s'appuie sur une tradition légitime et séculaire (3).

« Ne demandez pas à vos sujets, — en l'espèce, aux Juifs, — écrit-il à la duchesse de Brabant, — ce que, depuis longtemps, ils n'ont pas l'habitude de faire ; les choses insolites ont le plus souvent pour effet de jeter le désarroi dans les esprits » (4).

Mais, il est permis d'accommoder pour ainsi dire le précepte, à des circonstances nouvelles.

(1) *Hæc ergo reintegratio justitiæ per pœnam...* — *Declaratio quorundam articulorum contra Græcos, Armenos et Saracenos, ad cantorem Antiochenum*. Ch. 7.

(2) *Non enim hoc habet ordo justitiæ, quod quamdiu aliquis in via, ei detur quod pertinet ad terminum viæ.* *Compendium*. Ch. 143.

(3) *Etiam consuetudo bona pro lege habetur, et mandato æquivalet, quoniam longævæ et bonæ consuetudinis non est levis auctoritas.* *De dilectione proximi*. Ch. 2.

(4) *Ea quæ sunt insolita, magis solent animos hominum perturbare.* *De regimine Judæorum*. Ch. 1.

Ainsi, lorsqu'un pape donne un ordre non prévu aux écrits des Saints Pères, cet ordre n'est pas, de ce seul fait, contraire à leurs enseignements, et, partant, condamnable. Il est possible en effet, d'en respecter l'esprit, sans en garder la lettre (1), pour statuer sur des cas nouveaux, comme cela se fait en matière de droit civil.

Dans un opuscule minime, et qu'il semble avoir écrit surtout comme une sorte de délassement littéraire (2), Saint Thomas a condensé ce qui le frappe, dans le domaine et la nécessité des lois :

Quatre choses, dit-il, sont utiles à des citoyens : obéir au chef dans tout ce qui est autorisé (et il sous-entend : par la loi divine) (3); — travailler au bien de la cité; — honorer les bons; — châtier les méchants.

Et quatre choses ruinent une nation : un chef ignorant de la science vraie; — une foule sans discipline, — un peuple sans lois, — des jeunes gens sans obéissance (4).

*
* *

L'opuscule de Saint Thomas qui a pour titre *De l'usure en général, et des contrats usuraires* (5), mérite une place à part, dans ce chapitre.

La condamnation qu'il porte contre l'usure, lui est en

(1) *Servatur intentio statuentium, etiam si non servantur verba statutorum. Contra impugnantes Dei cultum.* Ch. 4.

(2) *De vitiis et de virtutibus, numero quaternario procedens.*

(3) *In licitis rectori parere. Op. cit.* Ch. 2.

(4) *Dominus sine veritate, plebs sine disciplina, populus sine lege, adolescens sine obedientia. Op. cit.* Ch. 3.

(5) *De usuris in communi, et de usurarum contractibus.*

effet l'occasion d'affirmer, en termes originaux, et en les rassemblant toutes, pour marquer davantage l'esprit. ses idées sur la notion de la Loi.

Il y a, dit-il, une part de mal, dans toutes les actions humaines. C'est la nature, ou la loi, qui la détermine (1); il y a le mal, selon la nature, lorsque l'homme agit sans avoir égard à la fin naturellement proposée à sa volonté; et il y a le mal, selon la loi, quand l'homme outrepassé un ordre, intérieur ou positif.

L'usure est, d'après la loi divine, un péché de mort; d'après la loi naturelle, un mal honteux; d'où vient donc la tendance qu'ont certaines lois humaines, et beaucoup d'esprits, à s'en accommoder?

La divergence des lois divines et humaines sur l'usure vient d'une conception différente du droit de propriété.

Est réputé bien d'autrui, par la loi divine, tout ce qui fait l'objet, malgré cette loi, d'une appropriation, en violation des ordres donnés par Dieu, seul et véritable maître des choses (2).

Saint Thomas s'appuie sur Saint Augustin : Tout ce qui fait l'objet d'une possession mauvaise est bien d'autrui; et, l'on possède mal, quand on fait mauvais usage de ses biens » (3).

(1) In omni actu hominis, malum accidit, aut natura, aut lege. *Op. cit.* Ch. 4.

(2) Lex enim divina alienum dicit, quicquid possidetur contra legem Dei,... præter voluntatem Dei, qui solus est vere Dominus. *Op. cit.* Ch. 5.

(3) Omne quod male possidetur, alienum est; male autem possidet

Et, en ce sens, ajoute Saint Thomas, l'usurier n'a pas plus de droit sur le produit de l'usure, que le ravisseur n'en a sur ses rapines.

Dans la loi humaine, au contraire, est réputé bien d'autrui, tout ce qui fait l'objet d'une possession contestée par celui que les lois humaines autorisent à se dire le propriétaire, — mais rien que cela.

Or, le contrat d'usure implique le consentement des parties; il n'est vicié ni par l'erreur, ni par la violence, ou du moins, il peut être supposé tel. Le profit usuraire, au regard de la loi humaine, n'est donc pas le bien d'autrui.

Tout se ramène, en somme, à savoir à quoi répond ce contrat de prêt, auquel vient si souvent se mêler le contrat d'usure, et Saint Thomas va nous le montrer :

Donner, dit-il, c'est accomplir un acte essentiellement propre à la vie de société; c'est subvenir aux besoins d'autrui, dans un sentiment fraternel et charitable. Si l'espoir du lucre vient se mêler à cet acte, il répugne au droit naturel; les lois divines et naturelles le condamnent à la fois (1).

qui male utitur, dicit Augustinus. *Ad Macedonium*, XIV, 5. Cité par Saint THOMAS. *Op. cit.* Ch. 3.

(1) Huic enim actui qui est mutuum dare, conveniens finis ostenditur naturaliter, scilicet communis societas et fraterna charitas, in subveniundo proximorum necessitatibus, et ideo gratus fieri debet naturaliter. Quare, quandocumque hujus actus fit propter opem alicujus commodi, vel lucri, tunc ab eo tollitur finis qui naturaliter competit ei, et fit contra naturam, quare juri naturali repugnat : ideo non tantum fit injustum contra legem divinam, sed etiam contra jus naturale. *Op. cit.* Ch. 13.

L'homme n'a donc pas de la justice, la même conception que Dieu :

La loi divine appelle juste, ce qui est conforme à la destinée suprême;

La loi humaine qualifie de juste, tout ce qui se peut concilier avec le bien-être social, et la tranquillité publique (1).

La loi humaine n'envisage la justice, que comme ayant à assurer seulement aux hommes, la paix du dehors; elle ne considère, par suite, comme punissable, que ce qui tend à détruire cette paix.

La loi divine, infiniment plus lumineuse, envisage la justice véritable, qui est la paix intérieure (2).

Et, pour couper court à toute objection possible, Saint Thomas conclut pour l'usure, par ce qui peut s'entendre de tous les actes humains :

Ce que la loi divine défend, ne peut être réhabilité, ni permis par aucune autre loi, car la loi divine est la source de toutes les lois justes, comme Dieu est la source du monde (3).

(1) Lex divina principaliter considerat justum, in quantum per hoc ordinatur ad finem, qui est vita æterna. Lex vero humana, considerat hoc prout ordinantur homines inter se in bene esse civile, quod est vivere in honestate et pace communi. *Op. cit.* Ch. 5.

(2) Leges hanc vero aliquando considerant justitiam, prout est conservativa pacis exterioris inter homines; et ideo, tales leges non puniant nisi secundum quod hanc pacem destruunt. Aliquando etiam prout magis illustrantur lumine fidei et juris divinis, considerant etiam justitiam veram et interiorem. *Op. cit.* Ch. 15.

(3) Quod est contra legem divinam, secundum nullam aliam legem potest esse verum aut justum, eo quod lex divina sit prima et univer-



Cette étude de la notion de la Loi dans Saint Thomas serait incomplète, enfin, si l'on ne citait en terminant l'invocation à la Loi éternelle, qui ferme le chapitre XI et dernier du Traité de « l'Amour du prochain », et où éclate un très beau lyrisme :

« O douceur de l'ordre, règle des élus, monarque suprême et gouverneur du monde, vertu des vertus, mesure de toutes les règles, loi des lois, née du plaisir du prince et non des discussions du peuple, sentence du Roi des rois, qu'il n'a pas seulement donnée au monde comme un ordre, mais qu'il s'est dictée à lui-même, et à laquelle il s'est plié...

« Précepte d'amour, source et mère des lois divines, qui domine les lois humaines, qui dirige celles qui sont justes et raisonnables, qui lutte contre les mauvaises, loi dont la grâce permet d'approcher dans cette vie, mais que l'on ne s'assimile vraiment que dans l'autre! » (1).

salis origo omnium legum justarum, sicut Deus est origo omnium entium. *Op. cit.* Ch. 15.

(1) O charitas ordinis, regula electorum, rex universalis universos ligans, virtus virtutum, canon canonum, lex legum, non constitutio populi, sed principis placitum, sententia Regis regum. quam non solum edidit, vel condidit jubendo, sed et edixit et promulgavit personaliter dicendo et adimplevit servando... Lex Domini, mater et origo legum divinarum, magistra et domina humanarum rationabilium et æquarum, hostis iniquarum, cujus observantia, per gratiam, in hac vita initiatur, et continuata usque ad mortem, in alia vita consummatur! *De dilectione proximi.* Ch. 11.

CHAPITRE III

SYNTHÈSE DE LA NOTION DE LA LOI

Canonistes et théologiens du ^{xiii}^e siècle, leur doctrine est là tout entière. Saint Thomas d'Aquin les contient et les domine tous. Il donne à leurs dialectiques le prestigieux reflet de sa parole. C'est lui qui attire, lui que l'on étudie toujours et que l'on cite ; mais, de Gratien à Bonaventure, et à Gilles de Rome, tous se tiennent.

Leur conception de la Loi, en apparence, intransigeante et surhumaine, est, au contraire, essentiellement pratique, et peut tenir lieu de modèle, en tous les temps, aux législateurs de tous les pays.

Si l'on se retourne maintenant, comme le voyageur en haut de la montagne, pour les embrasser d'un coup d'œil, il semble qu'au sortir de cet exposé analytique, et un peu aride, peut-être, de leurs œuvres, on en discernerait mieux les sommets, on pourra plus facilement en dégager les idées directrices, en marquer comme la synthèse.

§ 1. — *Fondement de l'autorité des lois.*

Le sentiment qu'il n'est pas le maître absolu de ses actes, sa dépendance, est, pour l'esprit humain, une certitude presque aussi évidente que celle de son existence même. Dans toutes les manifestations de cette activité, il découvre à tout instant, qu'il le veuille ou non, autour et au-dessus de lui, des lois qui astreignent sa pensée ou son geste.

De quel droit, demande-t-on, la notion de la Loi vient-elle ainsi heurter chez l'homme, le sens intime de la liberté, contrecarre-t-elle ses initiatives, inflige-t-elle à la dignité de sa conscience, le plus humiliant affront ? De quel droit, surtout, les sociétés humaines aggravent-elles cette dépendance, par des ordres impératifs, des châtimens, des récompenses ?

L'obéissance à la loi d'un Dieu créateur, répondent Saint Thomas et tous ceux de son siècle, est la conséquence du péché — (*sequela culpæ*,) — et les lois qu'instituent les hommes, se fondent sur la loi divine.

Sans doute, on peut concevoir un monde, où nul décret n'arrêterait l'esprit dans les élans de son activité, où chacun possédant la vision parfaite du Bien et du Mal, de ses devoirs et de ses droits, les sociétés humaines n'auraient nul besoin qu'on leur imposât une discipline, une autorité, un gouvernement. Tel était le monde voulu par le Dieu créateur. Mais, cette liberté n'allait pas sans une part légitime de tentations et de risques : la Loi est

une règle de vie, une chaîne, rendue très vite nécessaire par l'état corrompu de la nature humaine.

Les lois humaines sont tout aussi indispensables. Elles sont les seules nécessaires, si l'on conteste la loi divine, mais alors, elles ne sauraient s'appuyer sur autre chose que sur l'utilité sociale, ce qui revient à dire, quelque paradoxal que cela paraisse, sur un égoïsme plus ou moins dissimulé, et sur la force.

Ou bien, au contraire, elles accompagnent la loi divine, qui les a voulues, qui les conditionne, et qui les soutient de son autorité. Les lois humaines ne sont alors que le commentaire de la loi divine : quand elles parlent, c'est au nom d'une autorité supérieure dont l'homme sent en lui l'empreinte et le reflet, et les théologiens, dans ces métaphores, définissent le droit naturel, — ce droit naturel, dans leurs doctrines, n'étant point l'adoration panthéistique et vague des forces de la nature, mais une sorte de réaction, produite en nous par la loi divine.

La loi n'est pas la loi « parce qu'elle s'exécute » (1). On ne s'incline point devant elle parce qu'elle dispose de la force publique; son pouvoir et son autorité tirent leur origine des dispositions de la conscience humaine. Elle ne prétend point trouver en elle-même sa fin. Elle est un correctif, un pis-aller, un moyen.

(1) Cela s'est dit pourtant, à la tribune de la Chambre. Le mot est de M. GOBLET, ministre de l'Intérieur. Séance du 27 mars 1882, *J. Off.* du 28.

Ainsi entendues, les lois humaines gardent encore un rôle magnifique. Leur autorité vient de Dieu. Il les a voulues parce qu'un jour, l'homme a faibli, mais il a en même temps voulu qu'elles fussent sa sauvegarde, et, dans sa disgrâce, elles lui ont apporté le réconfort de l'espérance.

En somme, cette doctrine s'attache moins peut-être à justifier l'autorité des lois, qu'à nous la faire aimer. Elle recourt aux comparaisons les plus poétiques, pour nous faire plus facilement saisir le charme de cette discipline et de cette autorité : elle montre en elles le fruit que l'on savoure, lorsque l'on a brisé l'écorce.

§ 2. — *Mesure de l'autorité des lois.*

Dire que la loi humaine se fonde sur le droit naturel, c'est donner immédiatement la mesure de son autorité : cette autorité reste conditionnée par le respect dû à la loi divine, source du droit naturel. Et c'est là, dans cette théorie canonique de la Loi, une notion capitale, la plus féconde en enseignements, mais aussi la plus fréquemment travestie.

Les théologiens viennent d'affirmer l'absolue nécessité des lois humaines, et Saint Thomas d'Aquin, on l'a vu, ne se lasse jamais d'admirer la tâche sublime des gouvernements.

Mais, l'obéissance due par les citoyens au pouvoir légitime, n'est nullement celle que l'esclave doit au

maître. Il faut, tout au contraire, qu'elle soit faite, à la fois, de respect, de révérence, de soumission et d'honneur, car le prince est la loi vivante. Il est, — du moins, il doit être, — le miroir parfait de la loi divine.

Cette obéissance au prince ne doit être ni une abdication totale, ni une confiance aveugle. L'engagement, même solennel, que l'on prend envers lui, en maintes circonstances, et envers les lois qu'il édicte, reste toujours subordonné aux inquiétudes de la raison. Là est la véritable dignité, et non dans une indépendance malsaine, que l'orgueil ou la vanité sont seuls à revendiquer.

L'homme a, dès son enfance, appris ses devoirs envers Dieu. Ses devoirs de citoyen ne doivent point les lui faire omettre. Il lui faudra dans le cours de sa vie, constamment juger des uns par les autres, et de ceux-ci, par ceux-là.

Cette mesure de l'autorité des lois par leur concordance avec le droit naturel, n'est, on le sait, nullement particulière aux théologiens. C'est celle des légistes de France, celle de Beaumanoir entre autres, qui reprend, en 1283, dans ses *Coutumes de Beauvaisis*, la théorie de son grand contemporain Saint Thomas.

Qui ne connaît par cœur ces passages si souvent cités :

« La septième vertu que doit avoir le bailli, c'est qu'il obéisse au commandement de son seigneur, en tous ses commandements, excepté les commandements par lesquels il pourrait perdre son âme s'il les faisait; car l'obéissance qu'il doit, doit être entendue à bien

faire, à garder le droit, à maintenir la loyale justice, et le bailli ne serait pas excusé envers Dieu, qui, du commandement de son seigneur, ferait tort à son escient ».

Et Beaumanoir ajoute :

« Mieux vaut au bailli qu'il laisse le service... si le sire ne veut son commandement rappeler. Car le sire n'est pas bon à servir, qui prend plus garde à faire sa volonté, qu'à maintenir droit et justice » (1).

Ailleurs : « Le roi est souverain par dessus tous. Il a la garde générale de son royaume. Il peut donc faire tels établissements qu'il lui plaît, pour le commun profit, et, ce qu'il établit, doit être tenu pour loi » (2).

Et ceci encore : « Ainsi, chacun doit faire ce qui appartient aux commandements de Notre Seigneur, en espérance d'avoir les biens célestes, et après, obéir au seigneur terrien » (3).

Il faut retenir de ceci, qu'il y a des limites à l'obéissance, et que c'est rendre à cette notion de l'autorité des lois, le plus mauvais service, que de la vouloir présenter comme étant toute puissante.

Dans la théorie révolutionnaire, « quand la loi parle, la conscience doit se taire » (4); la doctrine de l'Eglise,

(1) *Op. cit.* Paris 1842. Édition de Beugnot. Chap. I. De l'office des baillis, § 8.

2) *Id.*, II, 41.

3) *Id.*, XLIX, 6.

(4) Le mot est du Président de la Constituante, Bailly. — Il est rappelé, avec une quantité de citations des plus savamment choisies sur ce sujet, par M. J. CAUVIÈRE, dans sa brochure : *Discipline militaire et Obéissance passive*. Paris. Lethielleux, 1907.

elle, a toujours été celle de la pensée libre, en face de la loi.

§ 3. — *Conditions de l'autorité des lois.*

Si l'on objecte que rien n'est plus opposé au bon ordre social, que de laisser à l'appréciation de chacun, le soin de rechercher si la loi humaine concorde vraiment avec la loi divine, canonistes et théologiens répondent que cela est surtout affaire aux sages, par le moyen desquels Dieu gouverne les peuples; et en tous cas, disent-ils, il a donné à chacun, un critérium qui ne manque jamais : c'est le commun profit qui forme la raison d'être de toutes les lois justes.

Ce commun profit voulu par la loi revêt un double caractère : la loi cherche en premier lieu à donner aux sociétés l'ordre avec la paix; l'ordre, par la discipline et par la hiérarchie; la paix, par la justice. Mais, ce à quoi elle tend en dernier, c'est que, dans cet ordre et dans cette paix, l'homme vive bien, pour que, vivant bien, il mérite à sa mort, la récompense annoncée par Dieu.

L'autorité du prince s'attache étroitement à cet idéal, soit qu'il promulgue les décisions de son conseil de sages, soit que, le plus souvent, éclairé par la foi, il trouve dans son propre cœur, et dans tous les cas où la loi fait défaut, l'ordre nécessaire à la bonne harmonie de son peuple.

Et Beaumanoir, ici encore, fait écho à Saint Thomas, quand il écrit :

« Tout ce que le roi peut faire comme établissement nouveau, il doit bien prendre garde qu'il le fasse par raisonnable cause, pour le commun profit, et par grand conseil, et, spécialement, qu'il ne soit pas fait contre Dieu, ni contre les bonnes mœurs » (1).

Et n'est-ce point toujours ce commun profit, qui conditionne l'autorité dans sa forme la plus impérieuse, quand la formule connue déclare qu'un ordre militaire n'oblige, qu'autant qu'il est donné « pour le bien du service » ? (2).

Donc, l'ordre mauvais demeure sans fondement ; il abandonne toute efficacité, il perd sa raison d'être : ce n'est plus même un ordre. Et, ainsi, se trouve conditionnée l'autorité des lois humaines.

Sans doute, la doctrine canonique ne méconnaît pas que les gouvernements mauvais sont parfois tolérés par une Providence irritée. Elle consent, dans son amour de l'ordre, à ce que l'on supporte les décrets injustes, dans la mesure toutefois, où l'ordre cherché reste compatible avec cette tolérance. Mais elles se révolte quand on veut que la loi prescrive ce qu'elle sait être défendu. Elle conseille alors, elle ordonne même la désobéissance et la résistance, vis-à-vis de tous ceux

(1) *Op. cit.*, XLIX. 6.

(2) Règlement sur le service intérieur des corps de troupe. Décret du 20 octobre 1892. Art. 227.

qui mésusent de leur autorité; et elle peut le faire avec autant plus d'énergique raison, qu'elle avait puissamment appuyé les ordres légitimes.

Dans cette hypothèse encore, elle ne poursuit d'autre but que d'arriver par un retour de l'ordre qui est, en propre, la sanction, à ramener vers le Bien les individus ou les peuples.

§ 4. — *Autorités respectives des lois.*

Il existe, toutefois, dans cette doctrine canonique de la Loi, si magnifiquement une, la plus grande variété de lois. Toutes n'ont pas à un égal degré ce commun profit pour objet; toutes n'ont pas la même autorité.

La loi divine, seule, possède l'autorité intégrale. A son sujet, pas de conflit possible, car elle est née d'un pouvoir sans limites. C'est l'ordonnance d'une raison irréfragable; elle régleme à la fois, et les directions générales, et les détails les plus infimes; elle s'étend sur tous les êtres, et, dans chaque être, sur tous les domaines de son activité.

Il n'en est pas ainsi des lois humaines. La parcelle d'autorité que confère à chacune sa conformité à la loi divine, varie des unes aux autres; et tout d'abord, plus précise est cette conformité, plus considérable, par cela même, l'autorité de la loi humaine envisagée.

Le prince, c'est-à-dire le législateur, le chef, à un degré quelconque, et le père de famille, participent de

cette autorité. Les lois qu'ils édictent, soumises aux mêmes règles, revêtent des caractères différents :

Il importe que le plus grand nombre parvienne à la vie éternelle, et pour cela, les premières de toutes, sont les lois collectives, c'est-à-dire, celles qui intéressent directement la vie même de l'être social, celle que nous avons coutume d'appeler les lois d'ordre public;

D'autres sont impératives, d'autres simplement permissives; d'autres négatives; et Saint Thomas voudrait que l'on réservât l'appellation de lois, à celles qui affirment, qui mènent effectivement au Bien.

L'autorité de la loi sera d'autant plus assurée, que l'on aura davantage besoin d'elle, que ses prescriptions seront plus lumineuses, qu'elle aura su s'adapter mieux aux conditions de la vie de chacun, qu'elle n'aura point cherché à sortir de son rôle en prenant la place des mœurs, enfin, qu'elle ne sera point entrée brusquement en lutte avec des traditions, erronées peut-être, mais toujours, par certain côté, respectables, quand elles s'appuient sur de longues pratiques.

§ 5. — *La sanction de la loi.*

Il faut, avant toutes choses, que la loi soit efficace. C'est la certitude de la sanction qui confirme son autorité. Et c'est le sentiment intime de cette certitude, qui prouve la loi elle-même, en même temps qu'il satisfait notre besoin de justice, et qu'il établit par là, aux

regards des philosophes, l'existence d'un Dieu Créateur, distinct du Monde créé.

La loi est à la portée de tous, et s'impose à tous d'une manière absolue. Elle possède « un élément d'autorité capable de lier les sujets, et au besoin, de les contraindre » (1), faute de quoi, elle ne serait bientôt plus qu'« une spéculation sans efficacité » (2); mais elle n'ignore pas combien la crainte est un fragile appui (3). Elle demande, et elle estime davantage, une adhésion volontaire et intelligente à ses enseignements.

Elle mesure sa sanction à la fois à l'importance de sa règle, et aux facultés des sujets; elle sait que tous n'ont pas de ses rigueurs un égal besoin. Elle dit à ceux qui sont justes : « Il y a tout au dedans de moi, des « déductions lointaines (4) », et des conséquences, que tu es seul à percevoir, parce que je t'ai permis l'étude. Ces déductions et ces conséquences n'obligent pas les autres; à toi, cependant j'en demanderai compte. »

Mais elle est indulgente à ceux qui sont au dernier rang. Ce qu'elle veut, c'est le salut commun. Elle ferme les yeux sur les fautes qu'elle ne pourrait réprimer

(1) Le R. P. JANVIER, *La Loi*. Carême 1909 : 1^{re} conférence. Paris. Lethielleux.

(2) *Id.*

(3) Timor est debile fundamentum. SAINT THOMAS. *De regimine principum*. Liv. I. Ch. 9.

(4) Conclusiones remotæ, dit SAINT THOMAS. *Somme contre les Gentils*. III, 144.

sans désordre, s'en remettant à un Juge autrement puissant qu'elle, du soin de les compter, tout au bout du chemin.

Quel réconfort pour l'esprit, que la vision de cette Loi, bienveillante mais inflexible, qui vient ainsi parachever l'œuvre ébauchée par les lois humaines ! Et comme ce dernier caractère, ajouté à la notion de la Loi, rend lumineux l'effort de ces maîtres du Moyen-Age !

Certes, nul plus que ces canonistes et ces théologiens, n'a justifié et n'a recommandé le respect dû aux lois civiles. « Selon leur théorie sublime, — écrit Mgr. Freppel, — il n'est rien, après la sainteté de la religion, de plus vénérable, ni de plus auguste, que la majesté des lois civiles » (1).

Mais, à l'inverse des théoriciens modernes de la Loi, ils ont vu l'écueil où pouvait mener le sens exagéré de ce respect. Ils ont montré, si l'on se méprenait sur lui au point de le dresser comme une barricade devant la liberté et la dignité des consciences, comme il s'opposerait à la vocation supérieure de l'homme. En même temps qu'ils la prênaient très haut, ils imposaient à l'autorité de la Loi, des limites précises et sages. Et là, dans une matière que l'on croyait définitivement renouvelée par la philosophie moderne, et mise au point par

(1) Cité par le R. P. HOURCADE O.S.B. *Abrégé de théologie sociale*. Paris, 1909, p. 277.

Montesquieu, après plus de six cents ans, leur œuvre demeure intacte : elle s'impose aux sociétés contemporaines, en offrant aux hésitations des gouvernements, aux angoisses des individus et aux inquiétudes des peuples, une réponse définitive.

« Vous savez, — dit un disciple éminent de Lacordaire —, ... la vertu magique de ce mot : la Loi. Nous souffrons parfois de voir ce culte prodigué à des décrets iniques. Ne nous plaignons pas trop. Ce culte est inspiré par le sentiment légitime qui regarde la Loi comme devant toujours être l'expression de la plus haute vérité, comme devant, par suite, mériter tous les hommages » (1).

De tous les problèmes auxquels s'est appliqué, pendant ce xiii^e siècle, le vaste esprit des théologiens et des canonistes, celui-là est le plus haut, le plus passionnant et le plus pratique. Par la solution qu'ils en ont donnée, ils ont droit, eux aussi, aux hommages de la postérité.

(1) R. P. JANVIER. *La Loi*. Carême 1909 : 4^e Conférence. Paris. Lethielleux.

Vu : le Président,
E. CHÉNON

Vu : Le Doyen,
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

I. — Sources.

Augustin (Saint). — *De libro arbitrio.*

— *Correspondance.*

Isidore de Séville. — *Etymologies (Originum seu Etymologiarum libri XX).* Cologne, 1617.

Gratien. — *Décret. Corpus juris canonici.* Paris, 1687.

Helinandus. — *Œuvres. Patrologie latine.* Migne.

Geoffroi de Trani. — *Summa super titulos Decretalium.* Venise, 1570.

Peraldus (Guillaume). — *De eruditione principum.*

Grégoire IX. — *Décrétales. Corpus juris canonici.* Paris, 1687.

Innocent IV (SINIBALDUS FLISCUS). — *Apparatus in quinque libros Decretalium.* Lyon, 1578.

Bernard de Parme (ou de Botone). — *Casus longi super quinque libros Decretalium.* Sans lieu, ni date d'édition.

Vincent de Beauvais. — *Speculum majus.* Douai, 1624.

— *De eruditione filiorum regalium.* Bâle, 1480.

Innocent V (PIERRE DE TARENTEISE). — *Commentaires sur les livres des Sentences.* Toulouse, 1652.

- Bacon (Roger). — *Compendium studii philosophiæ*. Londres 1859.
 — *De morali philosophia*. Id.
 Henri de Gand. — *Quodlibeta*. Paris, 1518.
 Albert le Grand. — *Ethique*. Lyon, 1651.
 Alexandre de Halès. — *Summa theologiæ*. Cologne, 1622.
 Bonaventure (Saint). — *Opuscula varia theologica*. Florence, 1882.
 Beaumanoir (Philippe de). — *Coutumes de Beauvaisis*. Edition Beugnot. Paris, 1842.
 Thomas d'Aquin (Saint). — *Opera omnia*. 1^o Parme, 1852. — 2^o Rome, 1892. (Edition publiée sous la direction et aux frais de Léon XIII).
 Gilles de Rome. (ÆGIDIUS COLUMNA ROMANUS). — *De regimine principum*. Rome, 1607.

II. — Ouvrages modernes.

- Durand de Maillane. — *Histoire du droit canonique*. Lyon, 1770.
 — *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, Lyon, 1776.
 Dupin (Procureur général). — *Manuel de droit public ecclésiastique*.
 Boistel. — *Cours de philosophie du droit*.
 — *Le droit dans la famille*. Paris, 1864.
 Féret (Abbé). — *Le droit divin et la théologie*. Paris, 1874.
 — *Le pouvoir civil devant l'enseignement catholique*. Paris, 1888.
 Beau (Abbé). — *Influence du droit canonique sur la législation française*. Thèse, Bordeaux, 1877.

- Tardif. — *Histoire des sources du droit canonique*. Paris, 1887.
- Crahay (Edouard). — *La politique de Saint Thomas d'Aquin*. Louvain 1896.
- Garnier (Henri). — *De l'idée du juste prix chez les théologiens et les canonistes du Moyen-Age*. Thèse, Paris, 1900.
- Cauvière (J.). — *Discipline militaire et obéissance passive*. Paris, Lethielleux, 1907.
- Cruet (Jean.). — *La vie du droit et l'impuissance des lois*, Paris, 1908.
- Duguit (Léon). — *Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat*. Paris, Alcan, 1908.
- Leroy (Maxime). — *La loi*. Paris, 1908.
- Janvier (R. P.). — *La loi*. Paris, Lethielleux. 1909.
- Charmont. — *La renaissance du droit naturel*. Montpellier, 1910.
- Sertillanges (R. P.). — *Saint Thomas d'Aquin*. Paris, Alcan, 1910.
- Demogue (René). — *Notions fondamentales du droit privé*. Lille, 1911.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — La notion actuelle de la Loi.	1
§ 1. Décadence de la notion de la loi	2
§ 2. Les expédients proposés.	6
§ 3. Opportunité de cette étude	13
CHAPITRE PREMIER. — La notion de la Loi chez les auteurs du XIII^e siècle, antérieurs à Saint Thomas d'Aquin	17
§ 1. Les Canonistes.	17
§ 2. Les Théologiens	26
CHAPITRE II. — La notion de la Loi dans Saint Thomas d'Aquin.	43
§ 1. La notion de la Loi dans la « Somme Théologique » de Saint Thomas d'Aquin.	43
§ 2. La notion de la Loi dans le « De Regimine principum ».	56
§ 3. La notion de la Loi dans la « Somme contre les Gentils »	66
§ 4. La notion de la Loi dans les « Opuscules ».	69
CHAPITRE III. — Synthèse de la notion de la Loi.	85
§ 1. Fondement de l'autorité des Lois	86
§ 2. Mesure de l'autorité des Lois	88
§ 3. Conditions de l'autorité des Lois	91
§ 4. Autorités respectives des Lois	93
§ 5. La sanction de la Loi.	94
BIBLIOGRAPHIE	99

COULOMMIERS
Imprimerie DESSAINT et C^{ie}.
